

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
FRUITS CIVILS

« Fructus civiles ex obligatione percipiuntur ».

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mardi 14 Janvier 1908, à 1 heure.

PAR

EDMOND AUBERT

Président : M. ANDRÉ WEISS, *professeur.*
Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, *professeur.*
PIÉDELIEVRE, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t), PARIS

—
1907

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
FRUITS CIVILS

« *Fructus civiles ex obligatione percipiuntur* ».

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

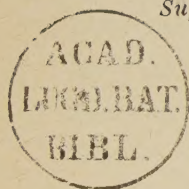
Sera présenté et soutenu le Mardi 14 Janvier 1908, à 1 heure.

PAR

EDMOND AUBERT

Président : M. ANDRÉ WEISS, professeur.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur.
PIÉDELIÈVRE, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t), PARIS

1907

DES FRUITS CIVILS

INTRODUCTION

Le sujet que nous entreprenons de traiter présente un grand intérêt.

Si, en effet, un grand nombre de personnes vivent uniquement du produit de leur travail, il en est beaucoup aujourd'hui qui possèdent des capitaux productifs de revenus leur permettant d'augmenter leur bien-être. Certaines personnes aussi, appelées communément « rentiers », pourvoient à tous les besoins de leur existence au moyen de leurs seuls revenus sans être astreintes à se livrer à aucun travail rémunérateur. Ces revenus peuvent être de toutes sortes, mais la majeure partie constitue ce qu'on appelle juridiquement des fruits civils. Nous verrons plus loin ce qui les distingue des autres; nous voulons seulement faire ressortir ici l'importance de plus en plus grande qu'ils prennent de nos jours et l'intérêt qu'ils présentent au point de vue juridique. C'est cet intérêt juridique qui s'attache aux fruits

civils qui nous a porté à croire qu'il y avait là matière à un sujet de thèse.

L'importance acquise aujourd'hui par les fruits civils ne remonte pas très loin. Ce genre de revenu était totalement inconnu de l'homme primitif, lequel ne vivait que des produits naturels de la terre ou de ceux acquis par la chasse et la pêche. Plus tard, lorsque l'homme eût appris à cultiver la terre, les récoltes recueillies par lui constituaient ce que notre Code civil appelle des fruits industriels.

Les fruits civils les plus anciennement connus furent vraisemblablement les loyers des maisons. Dans les grandes villes d'Egypte, de Grèce ou de l'Empire romain un grand nombre de citadins devaient habiter des maisons appartenant à d'autres personnes plus riches auxquelles ils versaient en retour une somme d'argent ou quelque chose d'équivalent.

D'assez bonne heure aussi, les prêteurs d'argent prirent l'habitude de réclamer des emprunteurs une certaine somme payable à des époques périodiques et représentant le prix du service rendu. Les intérêts des sommes prêtées constituèrent ainsi une nouvelle sorte de fruit civil.

Les loyers des maisons et les intérêts des sommes prêtées nous apparaissent donc comme ayant été les premiers fruits civils connus ; en tout cas leur existence nous est attestée par le droit romain ; nous ne pourrions pas en dire autant des arrérages des rentes, lesquels forment de nos jours une catégorie

importante de nos revenus. Il est en effet à peu près certain que la rente constituée était, en droit romain, sinon inconnue, au moins d'une extrême rareté.

Quant aux dividendes versés chaque année aux actionnaires des sociétés commerciales, c'est là un fruit civil tout moderne, mais qui prend de jour en jour plus d'importance.

Ce n'est guère que depuis le commencement du XVIII^e siècle que les revenus appelés fruits civils ont pris une place prépondérante dans la plupart des grosses et moyennes fortunes. C'est surtout à partir de cette époque que l'on fit usage du prêt à intérêt qui était interdit dans l'ancien droit. C'est aussi dans le courant du siècle dernier que les différents Etats firent de gros emprunts sous forme de rente, et que de grandes sociétés industrielles et commerciales, comme les compagnies de chemin de fer, se constituèrent en émettant un grand nombre d'actions et obligations que l'on trouve aujourd'hui dans toutes les mains.

Nous verrons enfin que le Code civil a encore augmenté la liste des fruits civils en y ajoutant les prix des baux à ferme, qui dans l'ancien droit étaient considérés comme des fruits naturels ou industriels.

Les intérêts des sommes prêtées à des particuliers, ou à des sociétés, les arrérages des rentes, les dividendes des actions, les loyers des maisons et le prix des baux à ferme voilà quels sont aujourd'hui les principaux fruits civils ; nous verrons s'il n'y a pas

lieu d'ajouter à cette liste les bénéfices du commerce ou de l'industrie.

C'est de l'ensemble de ces revenus que se composent presque toutes les grandes fortunes actuelles. Si l'on consulte en effet les grosses liquidations de communautés ou successions d'un de nos notaires de grande ville, il est facile de constater que les ressources des personnes riches sont presque toujours les mêmes. Les produits naturels ou industriels de la terre, ceux du travail ou de l'industrie s'y rencontreront pour une bien petite part. Au contraire il est peu de grandes fortunes qui ne comprennent à la fois : un ou plusieurs immeubles de rapport, une ferme, des titres de rente sur l'Etat français ou plus souvent encore sur les Etats étrangers, des actions des grandes compagnies de chemin de fer, d'exploitations minières, des compagnies d'assurances, des sociétés de crédit, des obligations de ces mêmes sociétés et enfin des créances sur des particuliers. Les revenus de tous ces capitaux sont des fruits civils et, si ces revenus composent presque exclusivement les ressources des personnes aisées, ils se rencontrent également de plus en plus dans les fortunes modestes.

Tous ceux qui vivent principalement du produit de leur travail emploient leurs économies à acheter soit des maisons qu'ils louent, soit des terres qu'ils afferment, soit des valeurs de bourse dont ils tirent un revenu ou bien encore ils prêtent à intérêt à d'autres moins favorisés de la fortune.

Il est donc bien peu de personnes aujourd'hui qui ne possèdent une ou plusieurs sortes de fruits civils parmi les produits divers au moyen desquels chacun s'efforce de subvenir aux besoins de son existence.

Cette importance des fruits civils constatée, voyons maintenant l'intérêt juridique qu'ils présentent :

Toutes les fois que des capitaux susceptibles de produire des fruits civils seront l'objet d'un usufruit légal ou conventionnel il sera très utile, pour les comptes qui pourront intervenir entre l'usufruitier et le nu propriétaire, de savoir distinguer très exactement : d'une part ce qui est fruit civil de ce qui est fruit naturel ou industriel, en raison du mode différent d'acquisition ; et d'autre part ce qui est fruit civil de ce qui est capital en raison de l'attribution différente qui en sera faite à l'usufruitier ou au nu propriétaire.

* Qu'on suppose, par exemple, pour prendre le cas le plus pratique et le plus général, deux personnes mariées sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, il faudra, lors de la liquidation de la communauté, savoir distinguer les biens devant rester propres à chacun des époux, comme capitaux apportés en mariage ou recueillis par succession ou donation de ceux qui devront entrer dans la masse de communauté comme revenus. On verra par les divers cas controversés exposés plus loin qu'il est très important de savoir reconnaître si telle somme, comme par exemple la prime d'une obligation rem-

boursée, doit être considérée comme un capital ou comme un revenu.

Il y aura également grand intérêt à savoir distinguer le fruit civil du capital qui le produit, lorsqu'un testateur aura légué l'usufruit de tout ou partie de ses biens à une personne et la nue propriété à une autre, ou encore, lorsque des biens appartenant à un mineur de moins de dix-huit ans seront soumis à la jouissance légale de son père ou de sa mère.

Citons aussi ce cas très fréquent d'une succession liquidée longtemps après le décès; s'il se trouve alors parmi les héritiers une personne mariée sous un régime lui réservant propre les biens qui lui écherront par le partage et attribuant les revenus à l'autre époux ou à leur communauté, il faudra, dans le travail de liquidation, faire une distinction très nette entre les capitaux d'une part et les fruits courus depuis le décès d'autre part, afin de pouvoir déterminer exactement ce qui doit être attribué à l'époux héritier à titre de propres et ce qui doit être attribué à l'autre époux ou à la communauté à titre de revenus. C'est ce qui s'appelle, dans la pratique, faire la distinction entre les fonds et les fruits. Observons toutefois que dans le langage des affaires, l'expression de « fonds » ne correspond pas exactement à celle de « capitaux ».

Par fonds on entend en effet à la fois les capitaux de toutes sortes et les revenus courus jusqu'au jour où le droit au partage s'est ouvert.

On voit, par ces quelques exemples, combien il est

utile de savoir reconnaître ce qui est fruit civil et ce qui est capital. C'est là ce que nous nous efforcerons de rechercher dans cette thèse et voici dans quel ordre :

Nous diviserons notre travail en deux parties : une partie générale et une partie spéciale ; dans la première nous étudierons le fruit civil en général, son caractère propre, ce qui le distingue du fruit naturel ou industriel ; cette distinction étant nécessaire en raison du mode d'acquisition qui est différent suivant qu'il s'agit de fruit civil d'une part, ou de fruit naturel ou industriel d'autre part.

Nous serons amenés naturellement par là à traiter de l'acquisition des fruits civils en général et notamment de l'acquisition des fruits civils dits irréguliers.

Dans notre seconde partie, nous étudierons successivement les différentes sortes de fruits civils : loyers des maisons, prix des baux à ferme, intérêts des sommes exigibles, arrérages des rentes, dividendes des actions, en nous arrêtant surtout aux divers points controversés qui s'y rattachent. Nous examinerons enfin si les bénéfices du commerce et de l'industrie ne doivent pas être considérés aussi comme rentrant dans la classe des fruits civils et comme étant soumis, en conséquence, à leur mode spécial d'acquisition.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DES FRUITS CIVILS EN GÉNÉRAL

*Définition. Distinction d'avec les fruits naturels
ou industriels*

D'une manière générale on entend par fruit tout ce qu'une chose produit et reproduit sans altération de sa substance, *quidquid ex re nasci et renasci solet*. Telle est du moins la définition donnée par Demolombe et que l'on retrouve dans la plupart des traités de droit civil.

La généralité de cette définition, si l'on se place au point de vue juridique, est plus apparente que réelle ; car si elle convient bien pour les fruits naturels de toutes sortes, elle est, pour les fruits civils, inexacte ou tout au moins incomplète.

Bien plus complète et bien plus précise est celle donnée par M. Planiol dans son excellent *Traité*

élémentaire de Droit civil : « On entend par fruits, dit-il, tout ce qu'une chose produit à des intervalles périodiques conformément à sa nature. Le caractère des fruits dépend donc d'une double condition : conformation de la chose en vue de la production et périodicité de la production ».

Cette conformation de la chose en vue de la production est en effet nécessaire pour que les produits de cette chose soient des fruits au sens juridique du mot.

Elle pourra résulter soit de la nature physique de la chose, soit de la volonté de l'homme. Ainsi un arbre fruitier produira des fruits parce qu'il est productif naturellement ; mais les richesses minérales que renferme le sol ne seront des fruits que lorsque, par la volonté de l'homme et la concession du gouvernement, la mine aura été organisée en vue de procurer un revenu. Si l'on peut dire que tous les fruits sont des produits, il serait inexact de croire que tous les produits sont des fruits ; parmi les différents produits d'une chose, il n'y a de fruits véritables que ceux que cette chose a été destinée à donner soit naturellement, soit en vertu de la volonté de l'homme. C'est ainsi que les arbres d'une futaie non aménagée sont bien des produits, mais non pas des fruits, parce qu'ils ne sont pas destinés à être recueillis sur le fonds, mais à y rester pour son ornement.

Dans ces différents cas, la volonté de l'homme joue un rôle très important pour la détermination de ce qui est fruit. Mais c'est surtout lorsqu'il s'agit de

fruits civils que cette conformation de la chose en vue de la production résultant de la volonté de l'homme est essentielle. Sans elle, en effet, cette chose, que ce soit une maison ou un capital en argent, ne sera susceptible de produire aucun fruit puisque les seuls fruits qui pourront être tirés de cette maison ou de cet argent sont des fruits fictifs ou civils et que ces fruits ne pourront résulter que d'un contrat par lequel l'homme aura conformé sa chose en vue d'en tirer un revenu.

Il faut, en second lieu, qu'il y ait, suivant la définition de M. Planiol, périodicité de la production. Ne sont des fruits proprement dits que les produits réguliers, ordinaires, annuels ou périodiques de la chose ; ceux qui se reproduisent, qui reviennent soit d'année en année, soit à d'autres intervalles ; c'est précisément en raison de ce caractère de périodicité que les fruits sont aussi appelés revenus.

Observons dès maintenant qu'il n'est pas nécessaire que cette périodicité soit absolument régulière ; c'est-à-dire que les fruits peuvent être recueillis à des époques plus ou moins variables sans perdre pour cela leur caractère de fruits. C'est ainsi que la récolte d'une vigne ou d'un champ pourra être faite à une époque un peu différente d'une année à l'autre. Il pourra même y avoir des années où l'on ne récoltera rien du tout.

C'est ainsi encore que l'actionnaire d'une société par actions pourra recevoir son dividende au mois de mars une année et au mois de juillet l'année sui-

vante ; il pourra même rester plusieurs années sans rien toucher ou bien il recevra pendant quelque temps de gros dividendes et ensuite de très faibles.

Nous verrons plus loin que plusieurs auteurs, semblant vouloir exiger précisément une périodicité absolument invariable pour tous les fruits, ont rangé certains revenus en argent dans une classe particulière qu'ils appellent « fruits civils irréguliers » et qu'ils ont même été jusqu'à soumettre les fruits civils compris dans cette classe à des règles d'acquisition différentes de celles des fruits civils ordinaires.

Tels sont donc, d'après la définition de M. Planiol, que nous adoptons entièrement, les deux caractères généraux des fruits : conformation de la chose en vue de la production et périodicité de la production.

A sa définition : « on entend par fruits tout ce qu'une chose produit à des intervalles périodiques conformément à sa nature », M. Planiol n'a pas ajouté, avec raison : « sans altération de sa substance ». Ce membre de phrase qui termine la définition donnée par presque tous les autres auteurs de droit civil nous semble en effet superflu, surtout lorsque cette définition concerne les fruits appelés tels par le Code civil.

C'est qu'il y a beaucoup de choses qui ne produisent des fruits qu'à condition d'altérer leur substance. Est-ce que n'importe quel arbre fruitier, n'importe quelle terre, n'importe quelle vigne ne s'altèrent pas à force de produire ? Ne voyons-nous pas la loi elle-

même attribuer le caractère de fruits à certains objets qui, n'étant pas susceptible de se reproduire, ne peuvent être détachés de la chose dont ils font partie sans altération ou diminution de sa substance ? Tels sont, à certains égards, les produits des mines, minières, carrières et tourbières (V. C. c., art. 598).

La loi assimile de même aux fruits civils proprement dits, certains revenus dont la perception emporte l'absorption successive du fonds ou du capital. Tels sont les arrérages d'une rente viagère et l'émolument d'un usufruit. « L'usufruit d'une rente viagère, dit l'article 588 du Code civil, donne aussi à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit d'en percevoir les arrérages, sans être tenu à aucune restitution (V. aussi art. 1568 C. civ.).

Une chose peut donc produire des fruits tout en altérant sa substance. Cela est vrai d'une manière générale, mais surtout lorsqu'on parle de fruits au point de vue juridique. Par suite, nous nous garderons bien de ne considérer comme fruits d'une chose que les produits de cette chose qui n'en diminueront pas la substance. La non-altération de la substance n'est pas une condition essentielle de l'idée de fruits.

Nous nous sommes appesantis un peu longuement peut-être sur la définition du mot « fruit » tel qu'il doit être compris en droit civil. Mais nous l'avons fait avec intention car le but que nous poursuivons principalement dans ce travail est, nous l'avons déjà dit, de savoir distinguer d'une façon aussi nette que

possible, le fruit civil du capital qui le produit et, pour cela, nous essayerons de trouver une définition du fruit civil qui puisse servir de critérium dans tous les cas embarrassants.

Voyons maintenant brièvement comment notre droit civil classe les diverses sortes de fruits et quel est l'intérêt principal de cette classification.

L'article 547 du Code civil nous indique trois espèces de fruits, savoir : les fruits naturels, les fruits industriels et les fruits civils. Quoique nous n'ayons à nous occuper ici que de ces derniers, nous croyons cependant devoir rappeler la définition des deux premières espèces de fruits afin de bien marquer ce qui les distingue des fruits de la troisième espèce ou fruits civils.

« Les fruits naturels, dit l'article 583 du Code civil, al. 1, sont ceux qui sont le produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels ».

Les fruits naturels sont donc ceux que la chose donne d'elle même et sans le secours de la main de l'homme, comme l'herbe des prairies naturelles, les roseaux qui croissent dans les marais.

« Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture » (art. 583, al. 2). D'une manière plus générale, les fruits industriels sont ceux qu'une chose produit toujours directement elle-même mais avec le concours du travail de l'homme qui dirige, améliore et augmente ainsi la production naturelle de la chose.

Les fruits naturels ou industriels comprennent notamment les récoltes des champs, des prairies et des vignes, les produits des jardins, le croît des animaux, les coupes de bois taillis et celle des futaies soumises à un aménagement régulier.

Ces fruits naturels ou industriels sont à proprement parler les seuls fruits véritables, *Fructus naturales naturæ debentur*, et la distinction en naturels et industriels faite par le Code civil ne présente aucun intérêt juridique, car les uns et les autres sont soumis aux mêmes règles en ce qui concerne l'usufruit. D'ailleurs il y a bien peu de fruits aujourd'hui qui viennent naturellement. Presque partout la main de l'homme intervient pour améliorer ou augmenter la production. Le *foetus pecorum* lui-même, comme le fait remarquer Baudry-Lacantinerie, peut être un fruit industriel ; car l'industrie de l'homme intervient aujourd'hui non seulement dans la fécondation du sol, mais aussi dans celle des animaux.

Quoi qu'il en soit, ces fruits, naturels ou industriels, présentent ceci de commun d'être des produits directs, naturels, qu'une chose, fonds de terre, arbre fruitier ou animal est destinée à donner en conséquence de sa nature physique.

Tout différents sont les fruits civils.

Ce ne sont plus des fruits véritables, au sens ordinaire du mot ; ils ne naissent pas du corps même de la chose pour cette bonne raison que cette chose, à l'occasion de laquelle ils sont perçus, est incapable

par sa nature de produire d'une façon directe ce qu'on appelle à proprement parler des fruits.

Mais qu'entend-t-on alors par fruits civils ?

L'article 584 du Code civil va nous répondre par une énumération : « Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des rentes. Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils ».

Voilà donc des fruits civils. Mais cette énumération du Code n'est pas limitative. Il y a certainement d'autres fruits civils et pour les reconnaître il nous faut en chercher la définition.

« Les fruits civils, disent MM. Aubry et Rau, sont les sommes ou prestations dues par un tiers, en vertu d'une *obligation* ayant pour cause la jouissance de la chose ».

« On les appelle fruits civils parce que, ne provenant pas de la chose elle-même, ils ne revêtent le caractère de fruits qu'en vertu de la loi » (1).

Et M. Planiol dans son *Traité élémentaire de droit civil* nous donne une définition à peu près identique :

« Les fruits civils, dit-il, sont les revenus en argent qu'une personne tire d'une chose par suite d'un *contrat* (louage, prêt, etc.) ayant transféré à une autre personne la jouissance matérielle de cette chose ».

Nous ne citerons pas les définitions données par

1. Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, t. II, p. 288, 5^e édition.

d'autres auteurs de droit civil ; celles rapportées ci-dessus nous ayant paru être de beaucoup les plus exactes et les plus complètes (1).

Mais il est nécessaire d'approfondir cette définition des fruits civils, afin de déterminer d'une façon précise le caractère particulier de cette espèce de fruits et de pouvoir ainsi distinguer facilement, dans les divers cas que nous étudierons dans la seconde partie de ce travail, ce qui est fruit civil et ce qui ne l'est pas.

Et d'abord pourquoi la loi appelle-t-elle ces sommes ou prestations dues par un tiers, en vertu d'un contrat, des fruits civils ?

Parce que ces sommes ou prestations, qui représentent le prix de la cession de jouissance d'une chose, sont perçues, par celui qui a fait cette cession de jouissance, à des intervalles plus ou moins périodiques, de même que l'on recueille périodiquement les fruits naturels ou industriels. Ce sont des revenus. Mais au lieu d'être des revenus en nature comme le sont tous les fruits naturels ou industriels, ce sont, le plus souvent, des revenus en argent.

Mais encore une fois ces sommes ou prestations ne sont pas des fruits véritables et proprement dits, mais seulement des fruits fictifs, des revenus que la loi a assimilés à certains égards aux fruits naturels, et c'est pour cela qu'elle les a appelés des fruits *civils*.

Ainsi les sommes versées par le locataire ne sont

1. V. Demolombe, *Cours de Code civil*, t. IX, p. 492 ; Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, I, 1317.

pas des fruits, pas plus que les sommes qu'on peut tirer annuellement d'un capital en le prêtant à autrui soit sous la forme du prêt à intérêts, soit sous celle d'une constitution de rente (comme dans les emprunts d'Etats); en effet une maison ou un capital ne sont pas des choses frugifères comme un arbre, une pièce de terre ou un troupeau.

C'est donc en vertu de leur caractère de périodicité que les différents revenus perçus à l'occasion de la jouissance d'une chose ont été considérés par le Code comme des fruits et ont été ainsi appelés.

Mais il y en a encore une autre raison, c'est que ces revenus, ces fruits civils ont leur source dans un *contrat* dont le but, envisagé du côté de la personne qui aura droit à ces fruits civils, a été de se procurer des ressources, des moyens de subsistance journaliers ou bien dans le but d'augmenter son bien-être, de satisfaire des besoins de luxe ou d'agrément.

Bref le propriétaire d'une maison ou d'un capital qui loue cette maison ou prête ce capital, rend productive dans un certain sens une chose qui ne l'est pas naturellement.

Nous retrouvons ainsi les deux conditions que nous avons énoncées au début de ce chapitre et d'où dépend le caractère des fruits en général : conformation de la chose en vue de la production et périodicité de la production.

Le législateur a donc eu raison d'appeler les divers revenus énoncés dans l'article 584 des fruits civils.

Voyons maintenant plus spécialement ce qui caractérise les fruits civils.

Les sommes ou prestations appelées fruits civils sont, disent MM. Aubry et Rau, celles dues par un tiers « en vertu d'une *obligation* ayant pour cause la jouissance de la chose ».

Et Demolombe nous dit également : « Les fruits civils ne résultent pas de la chose elle-même ; ils ne sont perçus qu'à l'occasion de la chose, *par suite d'un contrat dont cette chose est l'objet* » (1).

Voilà donc quelle est la condition nécessaire, essentielle de tout fruit civil : *un contrat, une obligation. Fructus civiles ex obligatione percipiuntur*. Il ne peut pas y avoir de loyers sans un contrat de louage, d'intérêts sans un contrat de prêt, d'arrérages sans un contrat de constitution de rente.

Nous avons vu plus haut que, suivant une définition très heureuse de M. Planiol, une des deux conditions d'où dépend le caractère des fruits en général est la conformation de la chose en vue de la production, conformation tenant à la nature physique lorsque cette chose est productive par elle-même, conformation tenant à la volonté de l'homme dans les autres cas.

Or lorsqu'il s'agit de fruits civils, c'est-à-dire de fruits fictifs, il est clair que la chose qui les produit est improductive naturellement, sans quoi elle donnerait naissance à des fruits naturels ou industriels.

1. Demolombe, *op. cit.*, X, 242.

Si une chose peut produire ce que la loi appelle des fruits civils, c'est uniquement parce que l'homme a fait une combinaison, a organisé cette chose en vue de se procurer un revenu.

Les fruits civils sont donc tels par la volonté de l'homme (1), et cette volonté de l'homme se manifeste dans un *contrat* par lequel une personne ayant un droit de jouissance sur une chose, en qualité de propriétaire ou d'usufruitier, transfère la jouissance de cette chose à une autre personne, laquelle s'oblige à verser périodiquement à la première certaines sommes ou prestations représentant le prix du service et de l'utilité de la chose.

Ce sont ces sommes ou prestations ainsi dues en vertu d'un contrat de cession de jouissance qui constituent des fruits civils.

Il en est ainsi de tous les revenus cités par l'article 584 du Code comme étant des fruits civils. Les loyers des maisons résultent d'un contrat de louage, c'est-à-dire d'un contrat ayant transféré la jouissance d'une maison à une personne qui s'engage en retour à verser périodiquement une certaine somme comme prix de cette jouissance.

Les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des rentes ont leur source dans un contrat ayant transféré la jouissance d'un capital en argent à un particulier, à une société ou à un Etat qui verseront

1. V. J. E. Labbé, note sous un arrêt de cassation du 14 mars 1877 rapporté dans le recueil de Sirey, 1878, I, p. 9.

annuellement un tant pour cent de la somme prêtée au propriétaire ou à l'usufruitier.

Les prix des baux à ferme enfin sont dûs en vertu d'un contrat ayant transféré la jouissance de terres labourables à un fermier qui les exploitera.

Tous ces fruits civils rentrent donc bien dans la définition que nous en avons donnée et si l'article 584 de notre Code ne contient pas une liste limitative de ce genre de fruits, il nous semble qu'on ne doit ajouter à cette liste que les sommes ou prestations qui présentent les mêmes caractères.

En un mot, notre avis est qu'on ne doit considérer comme étant des fruits civils proprement dits que les sommes ou prestations qui doivent être versées périodiquement en vertu d'un *contrat* ayant pour objet la cession de jouissance d'une chose.

Nous pensons qu'il est sage de s'en tenir à cette définition, sans quoi on ne sait plus où s'arrêter.

Nous ne dirons donc pas avec certains auteurs que l'expression fruits civils est très générale et doit s'étendre à tous les produits d'une chose autres que les fruits de la terre ou que les fruits civils sont tous les profits annuels qui proviennent de la loi ou de la convention des parties (1).

Il est en effet des profits annuels qui proviennent de la loi ou de la convention des parties, comme le traitement d'un fonctionnaire ou d'un ingénieur,

1. Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, t. XII.

qui n'ont aucunement le caractère de fruits et ne peuvent être considérés comme tels.

Il est bien évident que la prime qui rétribue un travail n'a avec la théorie des fruits aucun point de contact.

On pourra peut-être au point de vue philosophique comparer le salaire de l'ouvrier ou le profit de l'entrepreneur aux fruits proprement dits, mais au point de vue juridique et économique il ne peut être question d'aucun rapprochement.

Il est vrai que le but auquel tend le propriétaire qui loue sa maison ou le capitaliste qui place son argent est le même que celui recherché par le travailleur quel qu'il soit ; c'est de se procurer un revenu destiné à satisfaire dans la mesure du possible les innombrables besoins de tout homme civilisé.

Le résultat sera aussi sensiblement le même ; le travailleur, comme le capitaliste, recevra à des époques fixes des sommes d'argent à peu près invariables représentant les services rendus.

Cela est si vrai que l'on dit couramment d'une personne qui parvient, par son travail, à gagner de gros salaires, qu'elle récolte ainsi le fruit de son travail.

Il faut pourtant se bien garder de faire une confusion ; le mot fruit est, dans cette expression du langage courant, complètement détourné de son sens naturel.

Le travail est une des formes de l'activité humaine et tout travail implique l'effort, la contention, la

peine (1) ; or cette idée d'effort est totalement absente dans la notion de fruit qu'il soit naturel ou civil.

On objectera peut-être que le fruit industriel est en partie le produit d'un effort, d'un travail. Nous répondrons qu'il y a là une confusion. Le fruit industriel n'est véritablement fruit que défalcation faite de la rémunération due au travail. Si l'usufruitier d'un champ ou d'une carrière exploite lui-même ce champ ou cette carrière sans le secours de personne, le produit qu'il en retirera sera évidemment tout profit pour lui, et il sera assez difficile de déterminer dans ce profit ce qui est fruit véritable et ce qui n'est que rémunération du travail. Mais qu'on suppose que cet usufruitier, au lieu d'exploiter lui-même, s'adresse à des entrepreneurs et à des ouvriers, le bénéfice net qu'il retirera de sa récolte ou de la vente du minerai après paiement des salaires dûs aux entrepreneurs et aux ouvriers représentera exactement et uniquement le fruit de son champ ou de sa carrière.

Ajoutons encore qu'un fruit ne peut provenir que d'une chose matérielle, que d'un capital au sens large de ce mot comprenant le sol, les constructions, les animaux de travail ou de rapport, la monnaie (2) ; mais non pas d'une chose immatérielle comme le talent, l'habileté, l'éducation.

Nous reviendrons sur tout cela dans le chapitre

1. Paul Leroy-Beaulieu, *Précis d'économie politique*, p. 25.

2. V. Paul Bauregard, *Eléments d'économie politique*, pp. 82 et 93.

où nous aurons à rechercher si les bénéfices du commerce ou de l'industrie sont ou ne sont pas des fruits civils ?

Toutes les sortes de fruits que nous venons de distinguer, naturels, industriels ou civils « appartiennent au propriétaire par droit d'accession », dit l'article 547 du Code civil.

Par conséquent tant que le propriétaire conservera la jouissance de sa chose, il n'y aura qu'un intérêt purement théorique à distinguer les fruits d'avec les choses qui les produisent et aussi à distinguer les divers fruits entre eux.

Mais si le droit à la jouissance d'une chose appartient à un autre qu'au propriétaire, par exemple à un usufruitier légal ou conventionnel ou à une communauté de biens, il devient très important de savoir distinguer, d'une part, ce qui est véritablement fruit, naturel ou civil, d'avec ce qui ne l'est pas, en raison de l'attribution différente qui en sera faite à l'usufruitier ou au nu-propriétaire et, d'autre part, ce qui est fruit naturel ou industriel d'avec ce qui est fruit civil, en raison du mode d'acquisition propre à chacune de ces deux catégories de fruits.

C'est de ce mode d'acquisition propre aux fruits civils que nous allons nous occuper dans le chapitre qui suit :

CHAPITRE II

DU MODE D'ACQUISITION PROPRE AUX FRUITS CIVILS

Les fruits, en général, ne revêtent une existence propre et distincte de celle de la chose qui les produit que par la perception.

Ainsi la vente d'un fonds couvert de récoltes pendantes par branches ou par racines comprend virtuellement celle de ces récoltes.

C'est pourquoi aussi l'article 585 du Code civil décide que : « Les fruits naturels et industriels, pendants par branches ou par racines, au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier ».

Les fruits naturels et industriels s'acquièrent donc dès l'instant où ils sont séparés de la chose frugifère. Jusque-là ils sont une partie intégrante de la chose qui les produit et ils restent la propriété du propriétaire de cette chose. Mais par le fait de leur séparation, même naturelle, ils deviennent la propriété de l'usufruitier.

La même règle s'applique aux produits des mines, minières, carrières et tourbières.

Toute différente est la règle d'acquisition des fruits civils.

Ceux-ci ne revêtent une existence propre qu'au jour du paiement; on ne les perçoit en réalité que ce jour-là et cependant l'article 586 du Code civil décide : « Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit. Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme, comme aux loyers des maisons et autres fruits civils ».

L'usufruitier, quel qu'il soit, n'a donc droit aux fruits civils d'une chose que proportionnellement à la durée de sa jouissance. On ne doit tenir compte ni du fait de la perception, ni de la personne qui a fait ou fera cette perception pour déterminer quels sont les droits respectifs de l'usufruitier et du nu propriétaire.

Ainsi l'usufruitier dont la jouissance a commencé le 1^{er} avril 1907, et qui aura encaissé au 1^{er} juillet suivant le coupon semestriel s'élevant à 10 francs d'une obligation d'une compagnie de chemins de fer de 500 francs 4 0/0, n'aura le droit de conserver que la moitié du montant de ce coupon, c'est-à-dire une somme de cinq francs, car il a touché six mois d'intérêts alors qu'il n'a encore qu'une jouissance de trois mois.

Chaque jour qui s'écoule fait acquérir à l'usufruitier un 365^e des fruits civils de l'année; la créance est née à la fin de chaque jour encore bien que le paiement n'en soit pas encore exigible (1).

1. Demolombe, X, 277.

Remarquons avec MM. Baudry-Lacantinerie et Chauveau (1) que le Code ne dit pas que les fruits civils s'acquièrent, mais bien qu'ils sont *réputés* s'acquérir jour par jour. C'est qu'en réalité l'usufruitier n'acquiert pas les fruits chaque jour, ils ne lui sont payés que lors de leur échéance. « Ce qu'il acquiert chaque jour, dit Laurent (2), c'est le droit de réclamer la 365^e partie de la créance qui constitue le fruit civil ».

Il faudra donc nécessairement lors de la cessation d'un usufruit, par exemple à la dissolution d'une communauté de biens entre époux, procéder à un règlement de compte entre le nu-propriétaire et l'usufruitier, de manière que cet usufruitier ou ses représentants obtiennent en définitive une portion des fruits civils exactement proportionnée à la durée de l'usufruit, et pour cela on leur allouera, si c'est nécessaire, une portion des fruits civils à échoir.

« En un mot, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, l'usufruitier n'acquiert les fruits civils que par leur échéance; c'est à cette époque seulement qu'il a le droit de les toucher; mais il est réputé les acquérir jour par jour : ce qui lui donne le droit de réclamer, lors de la cessation de l'usufruit, une certaine portion des fruits civils à échoir. La loi, on le voit, établit une acquisition fictive pour les fruits civils qui sont des fruits fictifs » (3).

1. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des biens*, n° 512.

2. Laurent, *Droit civil*, t. VI, p. 496.

3. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *op. cit.*, n° 512.

Telle est donc la règle d'acquisition des fruits civils : acquisition jour par jour, exactement proportionnelle à la durée de la jouissance.

Cette règle s'applique à tous les cas d'usufruit quels qu'ils soient légaux, ou conventionnels, et l'on voit dès lors combien il est important, lorsqu'il s'agit de liquider un compte d'usufruit, une communauté de biens entre époux par exemple, de savoir distinguer ce qui est fruit naturel ou industriel d'une part et ce qui est fruit civil d'autre part.

Les fruits naturels et industriels en effet ne devront être attribués à l'usufruitier, à la communauté pour conserver notre exemple, qu'autant qu'ils auront été détachés du sol ou de l'animal qui les a produits, avant la fin de l'usufruit ou avant la dissolution de la communauté; car tant qu'ils ne l'ont pas été, ils restent l'accessoire du fonds et en suivent le sort.

Les fruits civils, au contraire, devront être attribués à l'usufruitier pour leur valeur, calculée d'après le nombre de jours courus depuis la dernière échéance jusqu'au jour où l'usufruit aura pris fin, jusqu'au jour de la dissolution de la communauté dans notre espèce (1).

Malgré la généralité de cette règle : « les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour », nous devons dire qu'il existe cependant un cas où elle ne s'applique pas, c'est celui du possesseur de bonne foi.

1. V. *Traité formulaire du notariat*, par Amiaud, au mot Partage, n° 639.

« Le possesseur de bonne foi, disent MM. Aubry et Rau, n'acquiert que les fruits naturels ou civils qui ont été produits ou qui ont couru pendant la durée de sa possession; et il ne les fait siens que par une perception effective.

« Ainsi, d'une part, il ne peut retenir ni les fruits civils échus avant son entrée en possession, qu'il aurait perçus en vertu d'une cession à lui passée par un possesseur de mauvaise foi, ni les fruits civils, qui n'ont couru que depuis la demande en revendication formée contre lui, et qu'il aurait perçus par anticipation.

« Ainsi, d'autre part, le possesseur de bonne foi n'acquiert pas, comme l'usufruitier, les fruits civils jour par jour, il ne les acquiert même pas par le seul fait de leur échéance, il ne les fait siens que par la perception.

« Il n'a donc aucun droit aux fruits civils de l'année courante, ni même à ceux des années précédentes qu'il n'aurait pas perçus » (1).

Mais en dehors de ce cas tout spécial c'est la règle posée par l'article 586 du Code civil, c'est-à-dire celle d'une jouissance proportionnelle, qui doit s'appliquer toutes les fois qu'il s'agit de véritables fruits civils.

Ceci nous amène tout naturellement à traiter d'une catégorie spéciale de fruits civils, appelés fruits civils irréguliers, pour laquelle certains auteurs ont cru

1. Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, t. II, p. 206.

devoir appliquer un mode d'acquisition différent de celui prescrit par l'article 586 du Code civil.

Ce sera l'objet du chapitre suivant qui formera le chapitre III et dernier de notre première partie.

CHAPITRE III

DES FRUITS CIVILS DITS IRRÉGULIERS

Nous avons étudié les opinions des principaux auteurs de droit civil sur le mode d'acquisition des fruits que l'on qualifie de fruits civils irréguliers et nous avons constaté que ces auteurs ne sont pas d'accord sur le mode d'acquisition de ces fruits et par suite sur le règlement des droits respectifs du nu-propriétaire et de l'usufruitier en ce qui concerne ces fruits civils irréguliers.

Mais nous croyons que cette divergence d'opinion des auteurs provient d'une confusion et nous allons essayer, en dissipant cette confusion, de montrer que ce désaccord n'est qu'apparent.

Et d'abord qu'entend-t-on par fruits civils irréguliers ?

Là est la principale difficulté de la question et le désaccord provient précisément de ce que certains auteurs n'ont pu se résoudre, avec raison, à appliquer la règle d'acquisition proportionnelle de l'article 586 à certains revenus qu'ils ont qualifiés de

fruits civils irréguliers, alors qu'en réalité ces revenus ne constituent pas de véritables fruits civils.

D'une manière générale les auteurs font rentrer sous l'étiquette de fruits civils irréguliers différents revenus qui ne se perçoivent pas régulièrement, comme se perçoivent les fruits civils cités par l'article 584 du Code civil ; mais qui, au contraire, sont des produits irréguliers et inégaux, suivant les différentes époques de l'année.

C'est ainsi que sont cités comme rentrant dans cette catégorie :

Par MM. Aubry et Rau, les rétributions dues pour moutures dans un moulin ou pour sciage dans une scierie (1) ;

Par Demolombe, les revenus d'un bâtiment qui ne peut guère être loué utilement que pendant un certain temps de l'année, comme ceux d'une maison située dans une ville d'eau ou de bains de mer ; les revenus d'une usine, fabrique, manufacture quelconque que l'usufruitier exploiterait par lui-même et qui marcherait très activement pendant une partie de l'année, tandis qu'elle serait pour tout le reste du temps presque en chômage, comme un moulin, une scierie à vent ou à eau, une forge, une papeterie (2) ;

Par Laurent, les bénéfices d'un établissement industriel qui varient considérablement, selon que la demande est forte, médiocre ou nulle, les revenus des

1. Aubry et Rau, *op. cit.*, II, § 192.

2. Demolombe, *op. cit.*, t. X, n° 280.

actions et obligations industrielles ou commerciales (1) ;

Par MM. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, les bénéfices d'une usine qui chôme pendant une partie de l'année, les droits de péage d'un pont très fréquenté pendant l'été et délaissé en hiver (2).

Mais ces différents revenus irréguliers cités par les auteurs sont-ils bien tous des fruits civils ?

Si nous nous reportons à la définition des fruits civils que nous avons adoptée à la fin de notre premier chapitre, nous reconnaitrons facilement parmi ces revenus divers ce qui est fruit civil et ce qui ne l'est pas, et en conséquence quels sont ceux qui sont soumis à la règle d'acquisition proportionnelle de l'article 586 du Code civil et ceux qui sont soumis à d'autres règles.

Ainsi il ne fait de doute pour personne que les dividendes des actions des compagnies de finance ou de commerce sont bien des fruits civils. Ces dividendes répondent en effet exactement à la définition des fruits civils que nous avons donnée plus haut. Nous avons même fait observer que, si la périodicité était l'une des conditions de l'existence même des fruits en général et des fruits civils en particulier, il n'était pas nécessaire que cette périodicité fût d'une régularité absolue.

Les fruits réels, par opposition aux fruits civils, ne

1. Laurent, *Droit civil*, t. VI, n° 400.

2. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des biens*, n° 516.

nous donnent-ils pas eux-mêmes l'exemple d'une irrégularité manifeste ?

Est-il rien de plus aléatoire, dit M Thaller, que la culture du sol ? Les fruits naturels varient avec les récoltes. Une vigne phylloxérée cesse de produire jusqu'à ce qu'un traitement énergique lui permette de réparer en années d'abondance les années de disette (1).

Dès lors pourquoi vouloir faire des revenus en argent irréguliers une catégorie de fruits civils spéciale ?

Les dividendes d'actions sont donc des fruits civils ordinaires et on doit leur appliquer la règle d'acquisition jour par jour.

Nous en dirons autant des revenus d'un bâtiment qui ne peut être loué utilement que pendant un certain temps de l'année. « Les fruits civils sont les loyers des maisons. . » dit l'article 584 du Code civil.

Nous ferons observer toutefois que, dans ce cas, le droit de l'usufruitier au loyer ne commencera à courir que du jour de l'entrée en jouissance du locataire fixée par le bail, et non du jour du commencement de l'usufruit.

Ainsi, parmi les biens soumis à un usufruit, se trouve une villa située au bord de la mer qui n'est louée chaque année que du 1^{er} juin au 1^{er} octobre, moyennant un loyer de deux mille francs pour les quatre mois.

1. Article de M. Thaller, dans les *Annales de Droit commercial*, t. X, p. 194.

Si, dans ces conditions, l'usufruit qui a commencé par exemple le 1^{er} janvier 1907 finit le 1^{er} juillet de la même année, l'usufruitier n'aura droit qu'au prorata de loyer de la villa couru depuis l'entrée en jouissance du locataire, soit à une somme de cinq cents francs représentant le quart de la durée du bail.

Il ne pourra pas soutenir que son usufruit ayant duré du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet, soit pendant six mois, il a droit à la moitié du loyer, c'est-à-dire à une somme de mille francs.

En effet cette villa ne produit des fruits civils que depuis le commencement du bail, depuis le 1^{er} juin; jusque-là elle ne produisait aucun revenu et l'usufruitier ne pourrait évidemment prétendre à rien si l'usufruit avait pris fin par exemple le 31 mai, c'est-à-dire avant le jour fixé par le bail pour l'entrée en jouissance.

« Il est du reste bien entendu, disent MM. Aubry et Rau, que, pour les fruits civils qui ont commencé à courir depuis l'ouverture de l'usufruit, c'est à partir seulement du jour auquel le cours en remonte que l'usufruitier y a droit dans la proportion de la durée de sa jouissance (1).

« Les fruits civils qui, aux termes de l'article 586, s'acquièrent jour par jour, ne peuvent en effet s'acquérir que du moment où l'obligation en vertu de laquelle ils sont dus a pris naissance » (2).

1. Aubry et Rau, II, § 230.

2. Aubry et Rau, 5^e édit., II, § 230 en note.

Et Demolombe : « Il est clair que les fruits civils n'appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit, qu'en tant que la durée de son usufruit correspond à la durée du bail, de la créance ou de toute autre cause productrice de fruits civils » (1).

Si les dividendes d'actions industrielles et les loyers de maisons sont certainement des fruits civils auxquels s'applique par conséquent la règle d'acquisition jour par jour de l'article 586 du Code civil, nous n'en dirons pas autant des revenus cités par MM. Aubry et Rau comme étant des fruits civils irréguliers.

En effet les rétributions dues pour moutures dans un moulin ou pour sciage dans une scierie sont moins une conséquence du droit de jouissance accordé à l'usufruitier que le résultat de son travail et de son activité. Il n'y a rien là qui corresponde à la définition des fruits civils que nous avons adoptée, et par suite si certains auteurs pensent que le mode d'acquisition spécial aux fruits civils ne s'applique pas à cette catégorie de revenus, ce n'est pas parce que ces revenus constituent ce qu'ils appellent des fruits civils irréguliers, mais bien plutôt parce que ce ne sont pas là de véritables fruits civils. Il est donc raisonnable d'accorder à l'usufruitier tous les produits qu'il a pu retirer de son activité pendant le temps qu'il l'a exercée.

1. Demolombe, X, n° 380.

Quant à la question de savoir si les produits d'une usine, fabrique ou manufacture quelconque exploitée par l'usufruitier sont ou ne sont pas des fruits civils, nous en ferons l'objet d'un chapitre spécial de notre seconde partie ; mais nous ferons cependant observer dès maintenant que, lorsqu'il y a un travail exécuté par l'usufruitier avec le matériel ou les objets sur lesquels est institué son droit, le produit de ce travail ne rentre pas dans la définition des fruits civils.

Ce produit correspondrait plutôt à la définition donnée par le Code des fruits industriels.

Quoi qu'il en soit, la règle d'acquisition normale des fruits civils ne doit pas s'appliquer à cette catégorie de revenus, parce que, à notre avis, il n'y a rien dans ces revenus qui corresponde à la définition des fruits civils donnée par nos principaux auteurs et qui est certainement la seule raisonnable.

Il est certain, dans tous les cas, que lorsqu'une usine est donnée à bail, quelle que soit la régularité ou l'irrégularité de ses produits, les loyers payés par le preneur sont des fruits civils, soumis pour leur acquisition à la règle de l'article 586.

Ayant ainsi distingué, parmi ce qu'on appelle des fruits civils irréguliers, ce qui doit être considéré comme de véritables fruits civils et ce qui ne doit pas l'être, il est assez curieux de montrer que nos auteurs de droit civil, tout en paraissant être d'un avis différent en ce qui concerne l'acquisition des fruits civils dits irréguliers, sont en définitive d'accord.

Voici, à ce sujet, l'opinion de MM. Aubry et Rau. « Il est cependant, disent-ils, certains fruits civils auxquels ne s'applique pas la répartition qui vient d'être indiquée, et que, par ce motif, on appelle fruits civils irréguliers. Tels sont, par exemple, les rétributions dues pour mouture dans un moulin ou pour sciage dans une scierie. Ces rétributions appartiennent à ceux qui ont fait et exécuté les conventions successives à raison desquelles elles sont dues, sans qu'il y ait lieu de les totaliser par année, pour les répartir entre les ayants droit à proportion de la durée de la jouissance à chacun d'eux » (1).

MM. Aubry et Rau ont parfaitement raison de ne pas vouloir appliquer ici la répartition indiquée pour les fruits civils par l'article 586. Ces rétributions doivent en effet appartenir à ceux qui « ont fait et exécuté les conventions successives à raison desquelles elles sont dues ». Elles sont, ces rétributions, le prix d'un travail et non pas un fruit civil.

Laurent (2) a également raison lorsqu'il cite les revenus « plus ou moins irréguliers » des actions et obligations industrielles ou commerciales comme étant des fruits civils et lorsqu'il décide, en conséquence, que la règle d'acquisition qui doit leur être appliquée est celle que le code pose pour les fruits civils ordinaires.

« Cette règle, dit-il, est celle d'une jouissance

1. Aubry et Rau, *op. cit.*, II, § 192.

2. Laurent, *Droit civil*, VI, n° 400.

proportionnelle ; pour établir la proportion, on tient compte des jours pendant lesquels l'usufruitier a le droit de jouir, puis on calcule le revenu total de l'année, on arrive ainsi à attribuer à l'usufruitier un revenu journalier d'un 365^e du revenu annuel, il faut procéder de même pour les revenus irréguliers ».

Demolombe nous donne comme exemple de fruits civils ayant des produits irréguliers et inégaux, les dividendes des actions de compagnies de finance et de commerce et le revenu d'un bâtiment « qui ne peut être loué utilement que pendant un certain temps de l'année, comme une maison à Trouville, qui se loue à un très haut prix pendant la saison des bains, sans être ensuite, pendant le reste de l'année, susceptible parfois d'aucune location ».

Et il nous dit à ce sujet : « On pourrait soutenir avec beaucoup de force qu'il faut alors capitaliser le revenu total de l'année, afin de le répartir également par 365^e entre l'usufruitier et le nu propriétaire, eu égard au nombre des jours de l'année pendant lesquels l'usufruit aurait duré. Cette doctrine aurait l'avantage de n'être point aléatoire et de ne pas nous exposer, soit à donner à l'usufruitier ou à ses héritiers la totalité des fruits annuels de la chose, lors même que l'usufruit n'aurait duré que très peu de temps, soit à ne leur donner rien ou presque rien, lors même qu'il aurait duré pendant la plus grande partie de l'année, suivant que, dans l'un ou dans l'autre cas, il aurait existé pendant la bonne ou pendant la mauvaise saison ».

« Ce sentiment toutefois ne serait pas le nôtre et nous croirions, au contraire, que dans ces différentes hypothèses, l'usufruitier aurait droit à tous les fruits perçus ou réputés perçus pendant la durée de sa jouissance et qu'il n'aurait droit qu'à ceux-là » (1).

Ainsi Demolombe semble dire, dans ce passage, que la règle d'acquisition jour par jour ne s'applique pas aux revenus irréguliers qu'il cite et qui sont pourtant bien de véritables fruits civils.

Mais ce n'est là qu'une apparence, au moins en ce qui concerne le revenu d'une maison louée irrégulièrement ; car, ainsi que nous l'avons fait remarquer plus haut, si le loyer d'une maison est bien un fruit civil, ce fruit civil ne commence à courir au profit de l'usufruitier que du jour de l'entrée en jouissance du locataire. L'usufruitier n'a donc droit, comme le dit Demolombe, qu'aux fruits perçus ou *réputés perçus* pendant la durée de sa jouissance et il n'a droit qu'à ceux-là.

Quant à la solution donnée par Demolombe pour les dividendes d'actions des compagnies de finance ou de commerce, elle est manifestement fausse. Ce genre de revenus est certainement un fruit civil et l'on doit, contrairement à l'avis de Demolombe, prendre le revenu total de l'année, c'est-à-dire le dividende applicable à l'année sociale, tel qu'il a été fixé par le Conseil d'administration et le « répartir également par 365^e entre l'usufruitier et le nu proprié-

1. Demolombe, *op. cit.*, X, n° 280.

taire eu égard au nombre de jours de l'année pendant lesquels l'usufruit aura duré ».

Tel est d'ailleurs l'avis de MM. Baudry-Lacantinerie et Chauveau. « Lorsque l'usufruit porte sur des actions de sociétés industrielles ou commerciales, l'usufruitier a, sans aucun doute, droit aux intérêts et dividendes en proportion de la durée de sa jouissance, quelle que soit l'époque où s'effectuent les paiements ; *ces intérêts et dividendes sont des fruits civils ordinaires*, ils représentent le loyer du capital-action » (1).

1. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des biens*, n° 518.

DEUXIÈME PARTIE

DES DIFFÉRENTS FRUITS CIVILS

CHAPITRE PREMIER

LOYERS ET FERMAGES

D'après l'article 584 du Code civil : « Les fruits civils sont les loyers des maisons..... Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils ».

Ainsi les loyers des maisons et le prix des baux à ferme sont des fruits civils. Ils correspondent exactement à la définition des fruits civils donnée plus haut. Ces deux espèces de fruits civils ont, en effet, leur source dans un *contrat* par lequel une personne a cédé la jouissance de sa chose, maison ou ferme, à une autre personne, pour un certain temps pendant lequel le cessionnaire versera au cédant à des époques périodiques des sommes ou prestations représentant le prix de sa jouissance.

Le Code est trop restrictif lorsqu'il cite seulement comme étant des fruits civils : les loyers des maisons; d'une manière générale tous les loyers perçus en vertu d'un louage de choses quelconques, meubles ou immeubles, constituent des fruits civils, soumis comme tels à la règle d'acquisition jour par jour de l'article 586.

Le mot loyer s'applique plus spécialement au prix de la jouissance d'une maison avec ses dépendances ou d'un appartement et aussi au prix de la jouissance de toutes espèces de choses mobilières, tandis que le mot fermage s'entend surtout du prix d'un bail de ferme, c'est-à-dire d'un bail d'une certaine étendue de terres labourables, avec ou sans bâtiments d'exploitation.

Ces loyers et fermages forment encore aujourd'hui une partie importante des revenus des grosses et moyennes fortunes ; car, malgré la vogue toujours croissante des valeurs mobilières, beaucoup de personnes préfèrent encore placer leurs capitaux, leurs économies, en achat de maisons, de terrains ou de fermes qu'elles louent ensuite à d'autres personnes pour en tirer un revenu.

Lorsque ces maisons ou ces terres sont l'objet d'un droit d'usufruit, par exemple lorsqu'elles appartiennent en propre à un époux marié sous un régime de communauté, les loyers ou fermages applicables à ces maisons ou à ces terres appartiennent à l'usufruitier, dans notre espèce à la communauté d'acquêts. Et ils appartiennent à cet usufruitier en qualité

de fruits civils, c'est-à-dire proportionnellement à sa jouissance.

Si les loyers constituent des fruits civils depuis longtemps déjà, il n'en est pas de même du prix des baux à ferme. La disposition du second alinéa de l'article 584 du Code civil est, en effet, une innovation législative, ainsi d'ailleurs qu'en témoigne la rédaction de cet alinéa.

A Rome et dans notre ancienne jurisprudence, les loyers des baux à ferme, quoiqu'on les appelât aussi fruits civils (Pothier, *Du Douaire*, 203), n'étaient cependant pas considérés vraiment comme tels : le mot était là, mais la chose n'y était pas ; car on les regardait toujours comme la représentation des fruits naturels ou industriels de la terre, et les mêmes règles de perception et d'acquisition étaient applicables aux uns et aux autres en matière d'usufruit, c'est-à-dire que les fermages étaient acquis à l'usufruitier, non point jour par jour, en raison de la durée de son droit pendant l'année, mais eu égard à l'état de la récolte suivant qu'elle était encore sur pied ou qu'elle était déjà coupée, en tout ou en partie, au moment où l'usufruit venait à finir (1).

Il résultait de ce système de nombreuses difficultés dans la pratique ; il fallait recourir à des ventilations pour déterminer les portions de fermage à répartir entre les parties intéressées, soit lorsque la récolte n'était faite qu'en partie, au moment de

1. Demolombe, *op. cit.*, X, n° 274.

l'extinction de l'usufruit, soit lorsque le domaine produisait des fruits de diverses natures, et qui se percevaient en différents temps.

La disposition de notre Code est donc bien plus simple et enlève à la pratique les difficultés dont elle était hérissée par l'ancien système.

Ainsi, aujourd'hui, le prix des baux à ferme est un fruit civil ordinaire, c'est-à-dire qu'il n'est plus seulement, comme dans l'ancien droit, un fruit civil de nom, auquel ne s'appliquait pas la règle d'acquisition jour par jour. Maintenant, au contraire, et le législateur du Code a pris le soin de nous le dire très clairement : « Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme, comme aux loyers des maisons et aux autres fruits civils » (art. 586).

Les fermages ne représentent donc plus désormais les fruits naturels et industriels de la terre et par conséquent leur acquisition par l'usufruitier est complètement indépendante de l'état des récoltes.

C'est là une idée nouvelle dont il faut bien se pénétrer ; car il est curieux de constater combien l'idée ancienne est restée vivace dans l'esprit de beaucoup de personnes ; à chaque instant, dans les baux à ferme, dans les jugements sur cette matière, vous voyez persister l'ancienne idée de fermages représentant la récolte ; on trouve encore dans les arrêts des expressions comme celle de « fermages se rapportant à telle ou telle récolte » expressions qui devraient en être complètement bannies (1).

1. V. arrêt de la Cour de Paris, du 31 mai 1864, D. 1864. 2. 221.

Ainsi on ne doit tenir absolument aucun compte, pour l'attribution à l'usufruitier de tout ou partie du fermage d'une année, de l'état des récoltes en général, ni de ce que la récolte principale, comme la récolte de blé par exemple, n'a pu encore être faite ou, au contraire, est déjà faite en totalité ou en partie.

On ne doit donc s'arrêter en aucune façon à la perception naturelle ou physique des fruits.

Désormais, l'usufruitier, à la fin de chaque jour, a un droit acquis à une partie proportionnelle de la totalité du revenu de l'année, à dater de l'époque où le fermier entre en jouissance, puisqu'alors seulement les produits du fonds prennent le caractère de fruits civils.

C'est pourquoi la Cour d'appel de Metz a décidé dans un arrêt du 27 novembre 1856 que : dans le partage des fermages d'un immeuble entre l'usufruitier et le nu-propriétaire de cet immeuble par suite de l'extinction de l'usufruit, on doit prendre pour point de départ, non l'époque de la perception des fruits naturels par le fermier, mais uniquement celle de son entrée en jouissance (1).

Il n'y a pas lieu non plus de s'arrêter à l'époque de l'échéance ou de l'exigibilité des fermages, ni de rechercher quelles sont les stipulations du bail sur le mode de paiement du prix. Ces diverses stipulations sont sans influence sur les droits respectifs des par-

1. Metz, 27 nov. 1856, D. P. 58. II. 72.

ties, soit au commencement soit à la fin de l'usufruit (1).

Dès lors, bien que les fermages aient été stipulés payables seulement après la récolte de chaque année et à des termes fixés à des époques déterminées de l'année suivante, ils courent pour l'usufruitier jour par jour, à partir du commencement du bail (2).

« Ce qu'il faut considérer, dit Demolombe, c'est l'existence simultanée du bail et de l'usufruit ; du bail, non point de sa date bien entendu, mais seulement de l'entrée en jouissance du fermier : c'est le temps pendant lequel le bail et l'usufruit ont duré effectivement ensemble, sauf un règlement de part et d'autre si le nu propriétaire, avant le commencement, ou l'usufruitier, avant la fin de l'usufruit, n'avait pas reçu du fermier la portion de fermages à laquelle l'un ou l'autre se trouverait avoir droit » (3).

Ainsi, s'agit-il d'un bail passé, avant l'ouverture de l'usufruit, par le propriétaire, par exemple, par une personne qui s'est mariée ensuite sous un régime de communauté ?

Dans ce cas, rien de plus simple : le point de départ, pour régler le droit de la communauté aux fermages, c'est le jour du mariage, soit jusqu'à l'expiration du bail si la communauté se prolonge jusque-là, soit jusqu'au jour de la dissolution de la commu-

1. Rouen, 22 janvier 1828.

2. Paris, 31 mai 1864, D. P. 1864. II. 221.

3. Demolombe, *op. cit.*, X, n° 378.

nauté, si elle se dissout avant l'expiration du bail.

Si par exemple la communauté a duré dix ans et six mois et qu'elle ait encaissé pendant son cours dix années de fermage il faudra, lors de la liquidation, lui attribuer la moitié du fermage à échoir.

S'il s'agit d'un bail consenti par l'usufruitier, quelque temps après l'ouverture de l'usufruit, les fermages lui appartiendront proportionnellement à la durée du bail pendant son usufruit, c'est-à-dire proportionnellement au nombre de jours courus depuis l'entrée en jouissance du fermier jusqu'au jour de l'extinction de l'usufruit.

Car maintenant l'usufruitier fait l'acquisition successive et quotidienne des fermages dès le jour de l'existence du bail, c'est-à-dire à dater du jour de l'entrée en jouissance du fermier, sans qu'il y ait lieu de s'occuper si les récoltes ont ou n'ont pas été faites.

De cette innovation du Code dans la manière dont l'usufruitier acquiert les fermages, il résulte que les droits du propriétaire et de l'usufruitier varient, relativement au même bien, selon qu'il est affermé ou non affermé, soit au commencement, soit à la fin de l'usufruit.

Par exemple, si l'usufruit commence le 1^{er} juillet, et si la terre n'est pas louée, l'usufruitier qui fait la récolte de l'année, la garde pour lui tout entière, lors même que son droit s'éteindrait le 1^{er} novembre suivant ; c'est que, dans ce cas, le revenu obtenu par l'usufruitier est un fruit naturel ou industriel, qui s'acquiert par la perception (article 585 C. c.).

Si au contraire, la terre est affermée, le revenu qu'elle procurera à l'usufruitier consistera en un fermage, en un fruit civil qui lui sera acquis proportionnellement à la durée du bail pendant son usufruit. Ainsi dans notre exemple, l'usufruitier n'aura droit qu'à quatre mois de fermage, puisque son usufruit n'aura duré que quatre mois, et le reste des fermages appartiendra au nu-propriétaire.

La même observation est applicable au cas d'extinction de l'usufruit.

Mais il y a plus ; l'usufruitier peut, par sa seule volonté, transformer les fruits naturels d'un bien rural, dont il a la jouissance, en fruits civils et réciproquement.

Ainsi le propriétaire exploitait lui-même son fonds lors de l'ouverture de l'usufruit ; après avoir perçu la récolte pendante, l'usufruitier, qui ne veut pas faire valoir le fonds, l'affirme ainsi qu'il en a le droit. Voilà les fruits naturels transformés en fruits civils et l'usufruitier les acquerra désormais jour par jour.

En sens inverse, si le fonds était affermé lors de l'ouverture de l'usufruit, l'usufruitier pourra, à l'expiration du bail, le cultiver lui-même. A dater de ce moment, le fonds produira des fruits naturels et des fruits industriels, que l'usufruitier acquerra seulement par la perception.

La faculté pour l'usufruitier de transformer les fruits naturels en fruits civils, et réciproquement, augmente encore l'incertitude et les éventualités du

droit d'usufruit. Ainsi l'usufruitier, après avoir perçu une récolte pendant lors de l'ouverture de l'usufruit, afferme le fonds, et le fermier entre immédiatement en jouissance. Si l'usufruit prend fin au bout de neuf mois, l'usufruitier se trouvera avoir une récolte entière et les trois quarts des fermages d'une année, le tout pour une jouissance de moins d'une année (1).

Les fermages sont donc aujourd'hui rangés dans la classe des fruits civils et sont acquis à l'usufruitier proportionnellement au temps pendant lequel l'usufruit et le bail ont duré effectivement ensemble.

Nous avons dit plus haut que, dans le cas d'un bail réellement commencé avant l'ouverture de l'usufruit, le point de départ pour régler le droit de l'usufruitier aux fermages était le jour même de l'ouverture de l'usufruit. Il n'y a pas alors de difficultés.

Mais la question est moins simple lorsque, au cours de l'usufruit, le bail commence ou s'achève.

La question qui s'élève alors est de savoir à partir de quel jour le bail est réputé avoir commencé ; la fin du bail, après la période de jouissance, arrivant naturellement à une époque qui correspond à celle de son début.

Lorsque le bail n'a pour objet qu'une nature spéciale d'immeubles, comme des prairies qui ne sont pas cultivées par assolement, et quand l'usage de la contrée ou une condition spéciale du bail fixent net-

1. V. Demolombe, *op. cit.*, X, 380.

tement l'époque d'entrée en jouissance, la question n'a rien de compliqué.

Mais où la difficulté commence, c'est lorsqu'il s'agit d'un bail de terres qui sont cultivées par assolement et cette difficulté provient de ce que l'ensemble des fonds ne peut jamais être délivré tout à la fois au fermier entrant.

Dès lors le bail sera-t-il réputé avoir commencé, et par suite le droit de l'usufruitier au fermage commencera-t-il à courir à partir du jour de l'entrée du fermier dans la ferme, sans égard à la question de savoir si, en fait, il a pris de suite possession de tous les fonds ou s'il n'a joui d'abord que d'une partie ?

A cette question, nous répondrons en reproduisant ici un passage de Proudhon dont nous partageons entièrement l'opinion.

« Oui, dit l'éminent jurisconsulte, le prix total des fermages échoit jour par jour à partir de l'entrée du fermier dans la ferme ; il n'y a aucune distinction à faire à cet égard, entre le fermage d'un domaine divisé par assolements et celui d'un domaine qui ne serait point affecté de cette division. Du moment qu'il n'y a qu'un prix unique stipulé dans le bail, la convention doit également produire ses effets, soit à la charge du fermier, soit au profit de l'usufruitier. Et certes la division par assolements n'est pas un obstacle à ce qu'il n'y ait qu'un seul bail et qu'un seul prix annuel qui n'est toujours qu'une redevance

ayant la nature de fruits civils dont on acquiert la propriété jour par jour. (1) »

Vainement donc on soutiendrait que les fermages doivent être considérés comme n'ayant couru que du jour, postérieur à son entrée dans la ferme, où le fermier s'est trouvé en possession de toutes les terres du domaine affermé, et que, par suite, ce n'est que proportionnellement au temps écoulé de ce jour à celui de la cessation de l'usufruit que doit être calculée la part revenant à l'usufruitier ou à ses héritiers dans les produits de la location.

C'est cependant ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour de cassation du 22 juin 1865 (2) ; mais, dans l'espèce, les premiers juges avaient fixé le commencement du bail à la prise de possession par le fermier des seules jachères, alors qu'on ne devait voir là que l'une des périodes préparatoires du bail dont il est question dans l'article 1777 du Code civil (3).

« Le fermier sortant, dit cet article, doit laisser à celui qui lui succède dans la culture, les logements convenables et autres facilités pour les travaux de l'année suivante ».

Mais lorsque, ainsi que cela se pratique dans certaines contrées de la Beauce, le fermier entrant prend possession au 1^{er} novembre des bâtiments d'exploita-

1. Proudhon, *Droits d'usufruit*, n° 927.

2. Dalloz, 1865. I. 141.

3. V. un jugement du tribunal civil de Reims, du 12 août 1864, D. P. 64. 3. 109 et un arrêt de la Cour de Paris du 31 mai 1864, D. P. 1864. II. 221,

tion, cours, issues, jardins, prés, vignes, et des deux tiers des terres labourables, l'autre tiers étant alors ensemencé en blé par le fermier sortant qui en fera la récolte au mois de juillet suivant, on doit considérer que le bail a réellement commencé au 1^{er} novembre. C'est vraiment ce jour là que le nouveau fermier a fait son entrée dans la ferme et c'est à partir de cette époque que le prix total des fermages échoit jour par jour au profit de l'usufruitier.

Si le fermier entrant ne prend pas possession immédiatement du tiers des terres labourables qui se trouve, lors du commencement du bail, ensemencé en blé, c'est que tous les frais et toute la préparation de cette récolte de blé, alors sur pied, ont été faits par le fermier sortant et qu'il n'y a là, d'ailleurs, qu'une application de l'article 1777 du Code civil *in fine* : «... et réciproquement le fermier entrant doit procurer à celui qui sort les logements convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages, et *pour les récoltes restant à faire* ».

Il n'est que juste, en effet, que ces récoltes appartiennent au fermier sortant qui en a fait tous les frais. Si, dans le cas d'un bail commençant au 1^{er} novembre, on accordait au fermier entrant la jouissance immédiate de toutes les terres, sans en excepter celles dans lesquelles une récolte se trouverait toute préparée, il faudrait nécessairement qu'une indemnité, représentant le prix de la récolte restant à faire, soit payée au fermier sortant par le fermier entrant.

Les fruits civils consistant en prix de baux à ferme

doivent donc commencer à être acquis jour par jour au profit de l'usufruitier à partir de l'entrée du fermier dans la ferme.

La fixation de cette entrée en jouissance du nouveau fermier sera quelquefois assez difficile à déterminer, car les contrats de bail se réfèrent souvent là-dessus à l'usage local ou bien fixent le commencement du bail d'une façon un peu vague.

Mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue, pour arriver à déterminer quel jour le bail est réputé avoir commencé, et par suite pour fixer le point de départ du droit de l'usufruitier aux fermages, c'est que le fermier sortant a le droit, consacré formellement par l'article 1777 du Code civil, de faire les récoltes pendantes au jour de l'entrée du nouveau fermier dans la ferme (1).

Nous avons dit plus haut que bien que les fermages aient été stipulés payables seulement après la récolte de chaque année et à des termes fixés à des époques déterminées de l'année suivante, ils couraient néanmoins pour l'usufruitier jour par jour, à partir du commencement du bail.

La même observation s'applique aux loyers des maisons dont l'acquisition par l'usufruitier est également indépendante de l'échéance des dits loyers.

La règle de l'article 586 du Code civil aux termes de laquelle les fruits civils, notamment les loyers et

1. V. note de M. Bourguignat dans Sirey sous un arrêt du 22 juin 1863, S. 1863. II. 329.

fermages, sont réputés s'acquérir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier à proportion de la durée de son usufruit, s'applique même au cas où les sommes représentant les fruits civils, au lieu de n'être payables par le preneur qu'à l'expiration de chaque période de jouissance, doivent être versées d'avance.

Ces loyers ou fermages ainsi payés d'avance sont d'un usage courant dans la pratique des affaires. C'est ce qui arrive notamment à Paris, où un grand nombre de petits appartements sont loués par termes trimestriels, payables d'avance, et où presque tous les propriétaires de boutiques et magasins ont l'habitude de se faire verser par les locataires, avant leur entrée, un semestre de loyers, imputable sur les six derniers mois de jouissance.

La somme ainsi versée par le preneur constitue une garantie du paiement des termes de loyer ou fermage : mais en réalité ces loyers ou fermages ainsi payés d'avance au bailleur ne sont pas reçus par lui à titre définitif : « Ils ne lui sont irrévocablement acquis et n'entrent dans son patrimoine sans restitution possible qu'au fur et à mesure de la jouissance du locataire ou fermier, puisque cette jouissance forme la contre-partie du prix de location payé d'avance. Cela est tellement vrai que si, par suite d'une circonstance de force majeure, le locataire ou fermier ne pouvait pas jouir de la chose louée, il aurait droit au remboursement des loyers ou fermages payés d'avance. Donc, le paiement des loyers effectué d'avance entre les mains du bailleur ne modifie

point essentiellement le mode d'acquisition des fruits » (1).

En conséquence lorsque ces loyers ou fermages sont payés par avance à l'usufruitier, il faut distinguer :

Si l'anticipation porte sur la totalité des fermages ou seulement sur les premières années du bail, l'usufruitier qui n'a droit qu'aux fermages courus pendant sa jouissance ne peut garder que les sommes correspondant aux termes du bail auquel il a droit, et, quant au surplus, il doit le restituer au propriétaire.

Si l'anticipation porte, à titre de garantie, sur les derniers termes du bail (ordinairement six mois), l'usufruitier doit restituer la somme en totalité au nu-propriétaire, dans le cas où l'usufruit cesse avant les six derniers mois du bail, ou une part proportionnelle au loyer restant à courir, dans le cas où l'usufruit cesse pendant le cours de ces six mois (2).

« Anticipée ou retardée, l'échéance est, en principe, étrangère aux rapports du nu propriétaire et de l'usufruitier entre lesquels la répartition doit se faire en proportion de la durée de l'usufruit sans autre considération » (3).

Mais le constituant qui établit l'usufruit peut déro-

1. Note de M. de Lanzac de Laborie sous cassation, 20 juillet 1897, D. P. 99. I. 47.

2. En ce sens Laurent, t. VI, n° 468.

3. Aix, 4 août 1894 (motifs) et sur pourvoi, Civ. req., 20 juillet 1897, D. P. 1899. I. 47 et la note.

ger à cette règle ; par exemple un testateur qui fait un legs universel en usufruit peut stipuler que les loyers ou fermages versés d'avance, et s'appliquant à des périodes de jouissance postérieures à son décès, resteront acquises à sa succession et que par conséquent le légataire en usufruit ne pourra aucunement les réclamer.

Cependant le seul fait que le testateur, dans un bail par lui passé antérieurement à la constitution de l'usufruit, a stipulé que les loyers ou fermages seraient payables d'avance ne constitue pas une dérogation à notre règle (1).

Par suite, le légataire universel en usufruit a le droit, en l'absence de toute clause contraire du testament, de réclamer une part proportionnelle à la durée de son usufruit sur l'intégralité des loyers stipulés payables d'avance (2) et encaissés par le défunt, en vertu de cette stipulation ; c'est-à-dire qu'il a droit à la restitution d'autant de fois $1/365^e$ de la somme perçue qu'il y a eu de jours écoulés entre le décès du *de cujus* et l'échéance légale des loyers.

« Attendu que la règle du partage des fruits civils entre l'usufruitier et les autres ayants droit du défunt posée par l'article 586 du Code civil ne distingue pas si les loyers des maisons sont payables d'avance ou à terme échu et doit s'appliquer sans distinction à l'un et à l'autre cas » (3).

1. En sens contraire Proudhon, *Des droits d'usufruit*, t. II, n° 464.

2. Cassation civ., 20 juillet 1897, précité.

3. Trib. civ. de Marseille (motifs), D. 1899. I. 18.

Enfin dans le cas très usuel d'une communauté de biens usufruitière des biens propres des époux, M. Guillouard estime que l'époux qui a apporté en mariage un immeuble dont il a perçu d'avance les revenus, doit compte de ces revenus à la communauté.

« La communauté, dit-il, qu'elle soit légale ou d'acquêts, acquiert les fruits civils jour par jour, et le fait de leur perception par avance ne peut faire échec à ce mode d'acquisition. D'un autre côté, les époux ne peuvent s'enrichir aux dépens de la communauté et c'est ce qui arriverait si, par le fait d'une perception anticipée des loyers, la communauté d'acquêts devait supporter pendant un certain temps les charges qui pèsent sur les revenus, alors qu'elle ne toucherait pas une partie de ces revénus » (1).

Mais la Cour de cassation (2), confirmant un arrêt de la Cour de Paris (3), a décidé : « que, la communauté ne se composant activement, relativement aux fruits, que des fruits, revenus, intérêts ou arrérages, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, les revenus perçus antérieurement se trouvent exclus de la communauté, lorsqu'ils ont été perçus par anticipation sans fraude ».

Nous croyons cette doctrine parfaitement juridique. Le conseiller rapporteur a dit excellemment : « L'attribution à la communauté des fruits perçus

1. Guillouard, *Contrat de mariage*, t. III, n° 1451.

2. Cass., 27 mai 1879, Sirey, 1880. I. 393.

3. Paris, 9 mai 1878, Sirey, 1880. I. 393.

avant le mariage n'est conforme ni au texte de l'article 1498, ni à l'essence même de ce régime matrimonial, par lequel les époux ne mettent en commun que les gains et bénéfices de l'avenir, sans revenir rétrospectivement sur ceux qui, déjà perçus, leur restent propres. Avant le mariage, la dame P... avait encaissé des loyers exigibles, en vertu des titres qu'elle apportait; ces loyers, elle les avait légalement perçus; ils étaient devenus siens, et elle n'en privait pas la communauté, à laquelle ces titres faisaient connaître la perception légalement faite antérieurement. Elle ne pouvait dès lors lui devoir de récompense de ce chef ».

M. Labbé en commentant le même arrêt, dont il paraît accepter la solution, en a cherché la clef dans un rapprochement avec le régime dotal (1).

Nous croyons que l'époux a le droit de conserver sans récompense les loyers qu'il a perçus par anticipation avant le mariage, sans calcul frauduleux, parce que la communauté n'a pas à lui demander compte de ce qu'il a fait de ses biens à une époque où elle n'avait aucun droit sur eux. La communauté doit prendre ces biens dans l'état où ils se trouvent au moment du mariage avec leurs revenus et leurs charges; quelques-uns rapportent beaucoup, d'autres peu de chose, d'autres peut-être absolument rien; et l'on ne peut raisonnablement soutenir que,

1. Labbé, note Sirey, 1880, I. 393.

pour ces derniers, l'époux devra une indemnité à la communauté.

L'argument tiré de l'article 1437 contre la décision de la Cour ne nous paraît pas avoir une très grande portée; sans doute, les époux ne peuvent s'enrichir au détriment de la communauté; mais quand ils ont perçu les revenus, la communauté n'existait pas; ils ne lui ont donc rien emprunté; les fruits perçus étaient bien leur propriété personnelle et ils pouvaient bien en faire ce que bon leur semblait.

Mais si, lors de sa dissolution, la communauté se trouve avoir perçu sur les propres de l'un des époux des revenus afférents à une date postérieure à cette dissolution, elle devra compte de ces revenus à l'époux ou à ses représentants. Tout le monde est d'accord sur ce point.

Il nous reste, avant de terminer ce chapitre, à parler brièvement de deux hypothèses particulières : à savoir celle du bail à colonage partiaire et celle des fermages payables en denrées.

Dans le cas d'un bail à colonage, les fruits que le colon partiaire remet au bailleur ne doivent pas être considérés comme fruits civils; ils ne constituent pas en effet ce qu'on appelle un fermage; le colon partiaire ne paye aucun prix; ce sont les fruits mêmes du fonds qui se partagent entre lui et le propriétaire; celui-ci reçoit donc les fruits produits par son fonds, c'est-à-dire les fruits naturels.

Par conséquent, si le fonds loué à un colon partiaire est grevé d'usufruit, l'usufruitier aura droit à la

portion des fruits réservée au propriétaire, mais il n'y aura droit qu'à titre de fruits naturels ; il faudra donc que le colon les ait perçus. Si l'usufruit s'éteint à un moment où les fruits sont encore pendants, ils appartiendront au propriétaire.

Cependant si le colon partiaire était tenu par son bail de payer, outre la portion de fruits du bailleur, une somme annuelle ou une certaine quantité de denrées, cette somme ou cette quantité de fruits constituerait des fruits civils proprement dits.

« Il ne faut pas confondre, dit Laurent, cette hypothèse du bail à colonage avec une autre qui paraît identique et qui est cependant très différente. Le fermier paye son fermage en fruits : sont-ce des fruits naturels ou des fruits civils ? *Ce sont des fruits civils*, parce que c'est un prix que le fermier paye pour les fruits qu'il percevra : qu'importe que ce prix consiste en argent ou en denrées ? L'usufruitier gagnera donc ces fruits jour par jour, c'est-à-dire que l'on évaluera les fruits que le fermier paye en guise de fermage, d'après les mercuriales, et l'usufruitier acquerra cette somme jour par jour, à titre de fruits civils » (1).

1. Laurent, VI, n° 399.

CHAPITRE II

INTÉRÊTS DES SOMMES EXIGIBLES

L'article 584 du Code civil après nous avoir cité comme étant des fruits civils les loyers des maisons nous indique ensuite « les intérêts des sommes exigibles ».

Ce sont là en effet des revenus périodiques qui sont dus en vertu d'un contrat ayant eu pour objet la cession de jouissance d'un capital pour un temps déterminé.

Cette espèce de fruit civil ne présente pas de difficultés, nous serons donc très bref à son sujet.

Remarquons que l'expression « sommes exigibles » employée par le Code civil ne veut pas dire : des sommes qui peuvent être actuellement exigées ; elle est employée ici par opposition aux arrérages de rentes, dont le capital ne peut jamais être exigé par le créancier, à la différence des sommes qui sont ou qui pourront être exigibles à une époque quelconque. Les intérêts d'un prêt d'argent à terme sont l'exemple le plus général des fruits civils appelés par le Code « intérêts des sommes exigibles ».

C'est certainement ce genre de fruit civil qui est le plus répandu. Le prêt à intérêt est un moyen de se procurer un revenu sûr et immuable ; aussi est-il d'un usage courant dans toutes les classes de la société. Le revenu constitué par les loyers des maisons ou le prix des baux à ferme est beaucoup moins sûr et moins régulier ; il faut en effet compter avec les réparations qui absorberont souvent une ou deux années de loyer ; il faut prévoir aussi qu'on pourra se trouver assez longtemps sans locataire ou fermier. Quant au revenu procuré par les actions de sociétés il est encore beaucoup plus aléatoire.

C'est donc là le revenu en argent préféré de la plupart des petits rentiers.

On peut se le procurer de deux façons : ou bien en prêtant son argent à un particulier qui consentira le plus souvent, comme garantie du remboursement, une affectation hypothécaire de tout ou partie de ses biens immeubles, ou bien en achetant une obligation d'une compagnie de chemins de fer ou d'une société industrielle ou commerciale.

Les intérêts des obligations émises par des sociétés rentrent exactement dans la définition des fruits civils que nous avons adoptée quoiqu'on puisse croire le contraire au premier abord. Ces intérêts ont en effet leur source *dans un contrat*, dont les conditions ont été réglées par la société lors de l'émission des obligations, et qui se forme entre elle et chacun des futurs porteurs des dites obligations au fur et à mesure des souscriptions dont elles sont l'objet. Et

ce contrat qui lie la société envers tous les porteurs des obligations émises par elle a bien pour objet la cession de jouissance d'un capital.

A propos des obligations émises par des sociétés commerciales ou industrielles se présente une difficulté que nous devons étudier, car elle rentre tout à fait dans notre sujet ; c'est celle relative aux primes de remboursement qui maintenant se rencontrent très fréquemment, notamment dans les obligations émises par la ville de Paris, le Crédit foncier et par bien d'autres villes ou établissements.

C'est là ce qu'on appelle des valeurs à lots, c'est-à-dire des obligations rapportant un intérêt assez faible, mais remboursées par voie de tirage au sort, avec des primes pour les premiers numéros sortants.

Lorsqu'une obligation de cette nature appartient à deux personnes, à l'une en nue propriété, à l'autre en usufruit et que l'époque de remboursement arrive pendant la durée de l'usufruit, à qui appartiendra la prime de remboursement ? Au nu propriétaire à titre d'augmentation de capital ou à l'usufruitier à titre de fruit ?

La solution de cette question présente un grand intérêt, si l'on songe que ces primes de remboursement atteignent, pour les premiers numéros sortis au tirage, des sommes variant entre 1.000 et 500.000 francs.

On a soutenu que ces primes constituaient des fruits civils parce qu'elles se composaient d'intérêts retenus

par les villes ou sociétés, pour être l'objet d'une distribution retardée jusqu'au remboursement du capital. Or, disait-on, il est de principe en matière de fruits civils que l'attribution à l'usufruitier se détermine, non par l'époque du paiement, mais par une référence proportionnelle au temps dont ils représentent la jouissance (1).

Cette solution ne doit pas être admise et elle a été condamnée par un arrêt de la Cour de cassation qui décide que « cette prime forme un surcroît de capital, qui appartient au nu propriétaire de l'obligation et dont la jouissance seule peut être réclamée par l'usufruitier » (2).

En effet tout fruit civil est le prix de la cession de jouissance d'une chose ; lequel prix est fixé à tant par an et est stipulé payable à telle et telle époque de l'année ainsi que le tout est déterminé par le *contrat* qui a donné naissance au fruit civil.

C'est donc *ce contrat qui fixe souverainement* ce qui sera versé chaque année comme loyer du capital prêté, c'est-à-dire comme revenu, comme fruit civil. Indépendamment de cela, le contrat pourra fixer les époques de remboursement et aussi il pourra convenir que ce remboursement s'effectuera à un taux différent de celui de la somme empruntée, mais tout cela ne nous intéresse pas ; on ne doit considérer comme fruit civil que la prestation devant être versée

1. V. moyens développés devant la Cour de cassation, arrêt du 14 mars 1877, Sirey, 1878. I. 5.

2. 14 mars 1877, Sirey, 1878. I. 5 ; Dalloz, 1877. I. 353.

annuellement en une ou plusieurs fois à titre de rémunération du capital cédé.

Spécialement en ce qui concerne les obligations à lots ou remboursables avec prime, la ville ou la société qui les ont émises ont stipulé dans les conditions de l'émission que ces obligations produiraient un intérêt annuel de tant pour cent ; voilà le fruit civil ; et qu'elles seraient remboursables, par voie de tirage au sort ou autrement, sur le pied de telle ou telle somme, cela c'est du capital et pas autre chose.

Par conséquent lorsqu'une compagnie ou société rembourse une obligation avec une prime ou un lot, cette prime ou ce lot sont du capital au même titre que le montant nominal de l'obligation (1).

« Attendu, dit un arrêt de la Cour d'appel de Grenoble du 20 mars 1876, qu'on ne saurait admettre la prétention de la dame T..., de se prevaloir, à titre d'usufruitière, de la différence entre la valeur de remboursement et la valeur d'émission, sous prétexte que la prime de remboursement ne serait qu'une réserve d'intérêts accumulés et, par conséquent, une part de revenu conférée à l'usufruitière, par le bénéfice du tirage qui l'a rendue exigible au cours de son usufruit ;

« Que, quelles que soient les combinaisons à l'aide desquelles les compagnies qui émettent des obligations avec primes de remboursement ou lots, équilibrent, au point de vue de leur intérêt, les bénéfices

1. Labbé, note sous Cassation, précité, Sirey, 1878. I. 5.

et les charges des emprunts qu'elles contractent, c'est dans les conditions annoncées par elles et acceptées par les souscripteurs qu'elles répartissent les avantages qu'elles leur offrent entre les intérêts proportionnels au capital nominal de l'obligation, et l'accroissement qu'obtient au remboursement le capital d'émission ; que ces conditions *font la loi* de ceux qui deviennent, par acquisition ou par héritage, à titre de propriétaires ou d'usufruitiers, les ayants droit des souscripteurs ; que c'est donc avec toute raison qu'on doit considérer le droit éventuel à la prime comme faisant partie intégrante de l'obligation, et la prime comme un accessoire nécessaire du capital qui doit revenir au propriétaire à la fin de l'usufruit » (1).

Nous approuvons entièrement ces excellents motifs de l'arrêt de la Cour d'appel de Grenoble et il nous semble impossible de soutenir que la prime ou le lot accompagnant le remboursement d'une obligation soient des fruits civils devant revenir à l'usufruitier de l'obligation.

1. S. 1878. I. 1.

CHAPITRE III

ARRÉRAGES DES RENTES

Le mot arrérages s'entend des revenus, provenant de rentes ou de pension, ou de toute autre redevance, qui sont arriérés ; il vient de arrère ancienne forme du mot arrière (1), mais on désigne aussi sous ce nom les revenus à échoir.

Les arrérages de rentes sont, aux termes des articles 584 et 586 du Code civil, des fruits civils qui s'acquièrent jour par jour.

Et il en est ainsi que ces arrérages proviennent de rentes viagères ou perpétuelles, constituées ou foncières, établies à titre onéreux ou à titre gratuit.

« L'usufruit d'une rente viagère, dit l'article 588 du Code civil, donne aussi à l'usufruitier pendant la durée de son usufruit, le droit d'en percevoir les arrérages sans être tenu à aucune restitution. »

Les arrérages d'une rente viagère sont donc des fruits civils pour le tout. L'article 588 du Code civil a ainsi mis fin à une vieille controverse de notre

1. Planiol, *Droit civil*, I, 2252.

ancien Droit sur les droits de l'usufruitier d'une rente viagère ;

L'usufruitier, disait-on, a droit aux intérêts à titre de fruits civils, il doit restituer le capital. Or les arrérages d'une rente viagère sont en partie des intérêts, en partie un capital. L'usufruitier reçoit donc, sous forme d'arrérages, des fruits civils, plus une partie du capital ; mais, comme usufruitier, il n'a pas droit au capital ; donc il ne devrait gagner les arrérages que jusqu'à concurrence de l'intérêt légal et usuel.

C'est ce que Renusson soutenait dans l'ancien Droit, et il proposait en conséquence de laisser les arrérages au propriétaire, sauf à celui-ci à payer les intérêts à l'usufruitier (1).

Demolombe nous dit à ce sujet :

« C'est une règle fondamentale de l'usufruit que l'usufruitier doit conserver la substance même de la chose, le fonds, le capital et qu'il n'a droit qu'aux fruits ; autrement, l'usufruit, ce serait la pleine propriété ».

« Or, précisément, il y a ceci de particulier dans la rente viagère : d'une part, qu'elle semble ne point avoir un capital distinct des arrérages qu'elle produit, puisque ces arrérages qui dépassent le taux légal des intérêts, c'est-à-dire les fruits civils du capital, ne se peuvent acquitter qu'aux dépens du capital lui-même et qu'ils représentent par consé-

1. V. Laurent, t. VI, n° 424.

quent, une partie du fonds et de la substance de la chose ; et d'autre part qu'elle est susceptible de s'éteindre entièrement du vivant de l'usufruitier » (1).

On voit tout de suite l'erreur commise par Demolombe lorsqu'il parle « d'arrérages dépassant le taux légal des intérêts, c'est-à-dire des fruits civils du capital ».

Mais est-ce que les fruits civils ne sont pas tels que les a faits la convention qui leur a donné naissance, qu'ils s'appellent intérêts, arrérages ou dividendes ?

La non-diminution de la substance ou du capital productifs de fruits n'est pas, nous l'avons déjà dit, une condition essentielle des fruits en général, ni des fruits civils en particulier (2).

C'est ainsi que nous voyons le Code civil attribuer le caractère de fruits à certains objets qui, n'étant pas susceptibles de se reproduire, ne peuvent être détachés de la chose dont ils font partie sans altération ou diminution de sa substance. Tels sont les produits des mines, minières, carrières et tourbières (art. 598, C. civ.).

Et c'est aussi pour cela que la loi classe dans la catégorie des fruits civils proprement dits les arrérages d'une rente viagère dont la perception emporte l'absorption successive du fonds ou du capital.

En effet quelle est la source d'où proviennent tous

1. Demolombe, X, n° 327.

2. V. plus haut, 1^{re} partie, chap. I^{er}, p 12-13.

les revenus quels qu'ils soient appelés fruits civils ? C'est *un contrat*, une convention et pas autre chose. *C'est ce contrat qui leur donne naissance, qui en fixe l'importance et détermine leur durée.* On ne doit donc s'attacher en aucune façon à la provenance des fonds qui servent à assurer le paiement des fruits civils, mais uniquement à ce qui doit être versé annuellement comme rémunération de la cession de jouissance d'une chose ou d'un capital.

Les arrérages les plus importants de nos jours sont certainement ceux qui proviennent des fonds d'Etats français ou étrangers et à leur sujet s'est présentée une difficulté que nous ne pouvons passer sous silence et qui résultait de l'article 6 de la loi du 9 juillet 1902 qui a converti la rente 3 1/2 0/0 sur l'Etat français en rente 3 0/0.

En vertu de cet article, les rentes converties en 3 0/0 ont reçu au 16 novembre 1902 une bonification calculée sur le pied de un franc pour chaque somme de 3,50 de rente 3 1/2 0/0 présentée à la conversion.

Lorsqu'une rente ainsi convertie se trouvait à ce moment soumise à un usufruit, la question s'est posée de savoir à qui, du nu propriétaire ou de l'usufruitier, appartenait cette bonification.

Bien que la loi soit muette sur ce point, on doit considérer que cette bonification représente une indemnité destinée à récupérer pendant un certain temps de la perte causée par la conversion ; c'est ce

qui résulte d'ailleurs des travaux préparatoires de la loi du 9 juillet 1902.

Le ministre des finances avait tout d'abord projeté de convertir la rente 3,50 en rente 3,25 0/0, mais en réduisant au bout de quatre années le taux à 3 francs. Cependant il a paru préférable au ministre des Finances de demander de suite la conversion en rente 3 0/0 sauf à tenir compte, à titre de bonification, de la somme de un franc par 3,50 de rente, ce qui représente les arrérages de 0,25 0/0 pendant quatre années. Cette bonification constitue donc un revenu qui doit appartenir à ceux qui ont droit à la jouissance des rentes à un titre quelconque, par conséquent elle revient à l'usufruitier.

C'est d'ailleurs la solution qui a été adoptée au contentieux du ministère des Finances, à l'administration de la Caisse des dépôts et consignations et à la Chambre syndicale des agents de change.

Mais comme cette bonification a le caractère d'un paiement par anticipation d'une portion des arrérages, il nous semble que, si l'usufruitier venait à décéder peu de temps après y avoir eu droit, il serait tenu de la restituer proportionnellement au temps qui resterait à courir jusqu'à l'expiration des quatre années à partir du 16 novembre 1902 sur la base de 0,25 par année.

CHAPITRE IV

DIVIDENDES DES ACTIONS

Nous avons passé en revue jusqu'ici les différents fruits civils qui nous sont donnés comme tels par l'article 584 du Code civil en étudiant les quelques points controversés qui s'y rattachent.

Il nous reste à voir maintenant quels sont les revenus qui, présentant les mêmes caractères que ceux cités par l'article 584, doivent aussi être considérés comme étant des fruits civils et auxquels, par conséquent, doit s'appliquer la règle d'acquisition toute spéciale de l'article 586.

Nous nous occuperons en premier lieu des intérêts et dividendes distribués chaque année aux actionnaires des sociétés industrielles et commerciales.

Il ne fait doute pour personne que ce genre de revenu, quoique n'étant pas compris dans l'énumération de l'article 584, constitue cependant un véritable fruit civil.

Les intérêts et dividendes des actions industrielles et commerciales correspondent d'ailleurs exactement

à la définition des fruits civils que nous avons donnée dans notre première partie.

Ce sont en effet des revenus périodiques qui ont leur source *dans un contrat*, le contrat de société, dont l'objet est de réunir des capitaux appartenant à plusieurs personnes et d'affecter ces capitaux à une entreprise industrielle et commerciale dans le but d'en retirer des bénéfices.

La société ainsi constituée est une personne morale à laquelle les actionnaires ont, pour ainsi dire, cédé la jouissance de leurs capitaux à la condition que cette société partage entre ces actionnaires, dans la proportion de leurs apports, les bénéfices qui pourront résulter de l'emploi de ces capitaux à une entreprise industrielle ou commerciale.

Nous retrouvons donc bien là les caractères auxquels on doit, selon nous, reconnaître les fruits civils. Les dividendes et intérêts versés aux actionnaires d'une société sont bien des sommes obtenues périodiquement en vertu d'un contrat ayant pour objet la cession de jouissance d'une chose.

Ce sont les fruits produits par la chose prêtée.

La chose prêtée c'est l'apport fait par l'actionnaire à la société. Remarquons que la chose ainsi apportée n'est pas toujours une somme d'argent ; c'est aussi quelquefois un brevet d'invention, une marque de fabrique, des procédés de fabrication, etc., mais ces apports quels qu'ils soient constituent les sociétaires créanciers de la société, de même que le propriétaire qui loue sa maison ou sa ferme devient

créancier du locataire ou du fermier, de même que la personne qui place son argent à intérêt devient créancière de la personne ou de l'Etat qui lui empruntent.

En échange de son apport, tout membre d'une société commerciale ou industrielle reçoit un ou plusieurs titres identiques et d'égale valeur, appelés actions ou parts de fondateurs qui lui donnent le droit de toucher chaque année une quote-part des bénéfices de la société, quote-part proportionnelle à son apport.

C'est cette quote-part dans les bénéfices distribuée chaque année entre les différents membres de la société, sous le nom de dividende, qui constitue le loyer souvent très variable, mais souvent aussi très rémunérateur, de l'apport fait à la société.

Les dividendes et intérêts que les sociétés industrielles et commerciales payent à leurs actionnaires sont donc bien des fruits civils au même titre que les loyers, fermages, intérêts et arrérages.

Tous ces revenus présentent les mêmes caractères et par conséquent doivent suivre les mêmes règles.

L'usufruitier d'une action ou part de fondateur dans une société aura donc droit aux intérêts et dividendes, et il y aura droit conformément à la règle d'acquisition générales des fruits civils formulée par l'article 586, c'est-à-dire à raison de la durée de sa jouissance et sans avoir à tenir aucun compte du moment où les intérêts et dividendes se payent.

« Ce paiement, dit Laurent, se fait d'ordinaire plu-

sieurs mois après la fin de l'exercice pour lequel l'actionnaire y a droit. Cela n'empêche pas que l'usufruitier ne gagne les intérêts et dividendes jour par jour. Il y a analogie complète entre ces revenus et les fermages, et là où il y a identité de motifs, la décision doit être la même » (1).

Ainsi soit une personne qui s'est mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts le 1^{er} janvier 1900 et qui a apporté en mariage et s'est réservée propre plusieurs actions de société dont les dividendes se paient chaque année le 1^{er} juillet, c'est-à-dire six mois après l'expiration de l'année sociale qui se termine, nous le supposons, le 31 décembre. Cette communauté se dissout pour une raison ou pour une autre, mort de l'un des époux ou divorce, le 1^{er} avril 1906 et on liquide.

Cette communauté ayant duré exactement six ans et trois mois aura droit, comme usufruitière des biens propres des époux, entièrement aux dividendes correspondant aux six années sociales pendant lesquels cette communauté aura duré et de plus au quart du dividende qui sera distribué pour l'année sociale 1906.

En fait cette communauté aura encaissé chaque année au mois de juillet un dividende complet, soit en tout six années de dividendes ; mais, lors de la liquidation, l'époux propriétaire des actions effectuera vis-à-vis de la communauté, la reprise du divi-

1. Laurent, t. VI, n° 402.

dende entier touché par la communauté le 1^{er} juillet 1900 qui correspond à l'année sociale qui s'est achevée le 31 décembre 1899, c'est-à-dire avant le commencement de la communauté, et par suite de son droit de jouissance ; mais, par contre, la communauté aura droit au dividende entier qui sera payé le 1^{er} juillet 1906 et qui correspond à l'année sociale 1905 et de plus au quart du dividende qui sera payé le 1^{er} juillet 1907, sa jouissance ayant duré pendant le quart de l'année sociale 1906.

Au sujet de ces dividendes non encore payés et qu'il faut attribuer en tout ou en partie à l'usufruitier lors de la cessation de l'usufruit, se présente une difficulté et voici en quoi elle consiste :

Lorsque les revenus, constituant des fruits civils, sont fixés par la convention qui leur a donné naissance à une somme annuelle bien déterminée, il est facile de calculer la portion à laquelle un usufruitier, lors de la cessation de l'usufruit, peut avoir droit sur les revenus non encore échus ; mais où la difficulté surgit, c'est lorsque ces revenus varient d'une année à l'autre et ne sont connus exactement qu'assez longtemps après l'expiration de l'année à laquelle ils correspondent.

Il en est ainsi des dividendes d'actions de sociétés qui sont plus ou moins élevés suivant que les affaires de la société ont été plus ou moins prospères et qui ne sont fixés par le conseil d'administration qu'assez longtemps après l'expiration de chaque année sociale.

Dans ces conditions il faudrait, pour attribuer exactement à un usufruitier la portion du dividende à laquelle il a droit, attendre que le dividende correspondant à l'année sociale pendant laquelle l'usufruit a pris fin soit fixé, c'est-à-dire qu'il faudrait attendre souvent très longtemps avant de pouvoir établir le compte d'usufruit.

Voici comment on procède dans la pratique des affaires pour couper court à cette difficulté et éviter ainsi de laisser trop longtemps en suspens les comptes entre nu propriétaire et usufruitier.

On prend pour base du calcul le dernier dividende distribué.

Mais lorsqu'on recherche ainsi le dernier dividende échu, il faut faire attention de ne pas prendre seulement, pour base de son calcul, le dernier semestre échu ; généralement, en effet, les sociétés paient au premier semestre l'intérêt du capital nominal de l'action et donnent le bénéfice au second semestre ; or cet intérêt et ce bénéfice doivent se répartir sur l'année entière, car, en leur qualité de fruits civils, ils s'acquièrent jour par jour. Le premier paiement n'est donc qu'un acompte sur les revenus annuels, dont le solde est payé à la fin de l'exercice ; c'est donc sur l'année entière courue antérieurement à l'opération que doivent être calculés les proratas (1).

Si les dividendes et intérêts des actions indus-

1. V. *Traité formulaire du notariat*, par Amiaud, t. III, n° 641, édition 1891.

trielles ou commerciales et des parts de sociétés ont incontestablement le caractère de fruits civils, ainsi que l'ont reconnu d'ailleurs tous les auteurs de traités de droit civil et une jurisprudence constante (1), il existe de sérieuses difficultés concernant certaines distributions extraordinaires faites entre les membres d'une société, indépendamment des dividendes et intérêts répartis annuellement.

Les distributions ainsi faites à titre extraordinaire entre les actionnaires d'une société proviennent presque toujours de prélèvements opérés sur les bénéfices annuels de la société et retenus pendant un certain temps. Il semble donc, à première vue, que ces bénéfices ainsi prélevés et accumulés doivent être considérés comme des fruits civils et en conséquence doivent être attribués à l'usufruitier des actions à l'exclusion de celui qui en a la nue propriété. Nous verrons cependant par la suite que c'est au contraire la solution inverse qui doit être adoptée.

La question se pose notamment dans les cas suivants :

Une société a une réserve dont le conseil d'administration détermine l'importance. Lorsque la réserve amassée paraît au Conseil trop considérable, une partie de cette réserve est répartie, distribuée entre les associés. La distribution peut consister en argent ou bien en un certain nombre de titres de placement,

1. Laurent, t. VI, n° 402 ; Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n° 593 ; Bordeaux, 5 juillet 1870, S. 1871. II. 16.

à l'achat desquels a été employé le capital de réserve et que le conseil détache de l'avoir social et remet en nature aux associés. Quels sont dans cette hypothèse les droits de l'usufruitier d'une action ou part sociale? Peut-il en s'attachant uniquement à l'origine, dire : la réserve ainsi distribuée provient de retenues faites sur les dividendes, elle constitue donc un fruit civil qui doit m'être attribué en proportion de ma jouissance, à quelque époque et sous quelque forme que la distribution en soit faite ?

Autre hypothèse : une société emploie d'une façon régulière, en vertu de délibérations valables, conformes aux statuts, une partie de ses bénéfices à l'acquisition de valeurs de placement, de titres productifs d'un revenu. Ensuite elle distribue, entre ses membres, en tout ou en partie l'objet de cette capitalisation de bénéfices. Quels sont, encore dans ce cas, les droits de l'usufruitier d'une action ou part sociale ?

Citons enfin cet autre cas : beaucoup de sociétés ont organisé un système d'amortissement du capital. Chaque année elles mettent en réserve une partie de leurs bénéfices et lorsqu'ils sont assez considérables, elles les emploient à rembourser le montant nominal d'un certain nombre d'actions tirées au sort. Les actions, ainsi remboursées, prennent le nom d'actions de jouissance et continuent à avoir droit aux dividendes distribués chaque année, sous déduction toutefois des intérêts de la somme remboursée.

Si, au moment où ce remboursement est opéré, l'action est divisée en nue-propriété et usufruit,

l'usufruitier aura-t-il le droit de s'approprier en tout ou en partie la somme payée à l'actionnaire en restitution du capital primitivement fourni, sous prétexte que cette somme a été prise sur les bénéfices de la société et que ces bénéfices auraient dû constituer des dividendes, c'est-à-dire des fruits civils auxquels il a droit proportionnellement à sa jouissance ?

Telles sont les diverses hypothèses où se pose la question de savoir si les distributions ainsi faites entre les membres d'une société, et provenant de bénéfices économisés et retenus, constituent des fruits civils analogues aux dividendes distribués annuellement et par conséquent doivent, comme eux, être attribués à l'usufruitier d'une action ou part sociale, ou si, au contraire, ces distributions constituent un capital, une partie du fonds social qui doit revenir au nu propriétaire ?

Observons tout d'abord que ces distributions, quelle que soit la forme sous laquelle elles s'effectuent, ne sont faites que très rarement et à titre tout à fait extraordinaire. Elles ne peuvent se produire que dans des sociétés dont les affaires sont tout particulièrement florissantes et, même dans ces sociétés, il est rare qu'elles aient lieu un grand nombre de fois. Dans le cas notamment de transformation d'une action de capital en action de jouissance, le remboursement du capital nominal de l'action, au moyen de bénéfices accumulés, n'a lieu qu'une fois.

Il manque donc à ces distributions, pour qu'elles

puissent être considérées comme étant des fruits civils, un des caractères essentiels de tout fruit en général, qu'il soit naturel ou civil, à savoir la *périodicité*.

« Attendu, dit un jugement du tribunal civil de Cognac, que le mot fruit indique l'idée de revenu et suppose une perception annuelle ou périodique ;

« Attendu qu'il n'est pas possible de considérer comme des fruits les retenues annuelles faites sur les bénéfices d'une société. alors que les sommes ainsi retenues forment un fonds de réserve destiné à subsister autant que la société elle-même et à être réparti entre les associés, en même temps que tout l'actif social, après liquidation de la société » (1).

Cette absence de périodicité n'est pas la seule raison pour laquelle ces distributions faites entre les actionnaires d'une société commerciale ne doivent pas être considérées comme des fruits civils, mais bien au contraire comme un capital devant revenir au nu-propriétaire et non pas à l'usufruitier.

Prenons d'abord l'hypothèse signalée plus haut d'une distribution faite par une société sur la réserve et voyons comment cette réserve est constituée et quel est son caractère.

L'article 36 de la loi du 24 juillet 1867 oblige toutes les sociétés par actions à faire « annuellement sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve. »

1. 27 juillet 1869, S. 71. II. 16.

En dehors de ce fonds de réserve légal, la plupart des sociétés anonymes forment aussi des fonds de réserves extraordinaires souvent très importants et cela dans le but de parer à l'éventualité toujours redoutable de crises économiques entraînant des pertes imprévues, ou d'être à même de perfectionner ou renouveler rapidement leur outillage, afin de soutenir à armes égales une lutte concurrentielle avec les industries similaires.

Si les éventualités en vue desquelles ces fonds de réserve ont été créés ne se réalisent pas, il est à prévoir qu'à un moment donné ces fonds de réserve constitueront un poids mort, une charge pour la société, et qu'ainsi l'assemblée générale sera amenée à voter la distribution aux actionnaires du trop-plein des réserves existantes ou bien l'achat de valeurs de placement qui pourront plus tard faire également l'objet d'une distribution entre les actionnaires.

Qu'on suppose maintenant un régime de communauté conventionnelle excluant les actions d'une société appartenant personnellement à l'un des époux ; est-ce que la part afférente à ces actions dans les fonds de réserve distribués constituera un propre à titre de capital ou un bien de communauté à titre de revenu ?

La question s'est trouvée posée d'une façon très intéressante devant le tribunal de Grenoble et dans le jugement rendu le 14 août 1875 nous relevons les motifs suivants :

« Attendu que la veuve d'Emmanuel Teisseire

soutient que les actions de Vicoigne, ainsi que les deniers d'Anzin, répartis en 1872, représentent des réserves dans l'avoir de la société d'Anzin, c'est-à-dire des accumulations de fruits qu'on avait distribuées lorsqu'elles étaient devenues trop considérables, et qui, à titre de fruits, devraient appartenir à l'usufruitière ;

« Attendu que les fruits lorsqu'ils sont économisés deviennent des capitaux et même que les capitaux ne sont autre chose que des revenus économisés et mis en réserve » (1).

La Cour d'appel de Grenoble rendit sur l'appel de ce jugement un arrêt en date du 20 mars 1876 dont nous extrayons ces motifs (2) :

« Attendu que la réserve est un capital parce qu'elle est une épargne incorporée à l'avoir social pour en réparer les pertes possibles, et en combler comme par avance les déficits éventuels ; que les produits accumulés par l'économie cessent d'être des produits pour devenir des valeurs productives ; que les revenus sont transformés en capitaux par leur emploi à l'acquisition de propriétés nouvelles ;

« Que l'usufruitier, qui n'a droit qu'aux fruits civils ou revenus annuels échus durant son usufruit, n'a aucun droit sur le superflu du fonds de réserve dans lequel ces fruits sont entrés, que la solution la plus simple et la plus vraie comme la plus juste sera toujours celle qui considérera les distributions du genre

des répartitions de 1872 et de 1874 comme portant sur des valeurs productives afférentes à la propriété même par leur capital, et à l'usufruit par les fruits civils qu'elles produisent à leur tour. »

Enfin l'affaire fut portée devant la Cour de cassation et voici les moyens qui furent développés par Madame veuve Teisseire usufruitière de tout le mobilier dépendant de la succession de son mari, en vertu du testament de ce dernier.

Cette dame soutenait que tout ce qui se distribue aux associés, dans une société industrielle, le fonds social demeurant intact, devait appartenir à l'usufruitier ; qu'il n'y avait pas à considérer la nature de l'objet distribué, si c'était de l'argent ou un titre productif d'un revenu, mais uniquement si c'était un avantage indépendant du capital de la société et susceptible de se renouveler ; que la distribution résolue par l'autorité compétente était le signe qui révélait un excédent, un bénéfice pur, un fruit.

Et l'on ne se contentait pas de soutenir devant la Cour de cassation que ces distributions constituaient des fruits, mais encore que ces fruits étaient des fruits industriels et que par conséquent l'usufruitier y avait droit en totalité, si le moment de la perception arrivait pendant sa jouissance.

Ces arguments ne furent naturellement pas admis par la Cour de cassation qui dans un arrêt du 14 mars 1877 (1) décida notamment : que les actions et parts

1. Cassation, 14 mars 1877, S. 1878, I, 5 et note de M. Labbé.

d'intérêts d'une société, préemptées par la société et réparties par elle entre les associés, conformément aux statuts et les actions d'une mine concédée à la société et distribuées par elle entre les associés accroissaient le fonds commun et faisaient partie des biens productifs de la société. Dès lors ces actions devaient être attribuées au nu propriétaire et l'usufruitier n'en avait que la jouissance.

Qu'il importerait peu que des sommes, provenant d'économies réalisées sur les revenus, eussent été déboursées pour la préemption des actions ou l'obtention de la concession de la mine ; que cette circonstance ne ferait pas perdre aux valeurs en question leur nature de capitaux et de quote-part de la propriété du fonds social.

M. Labbé dans une note sous cet arrêt admet sans hésiter le système adopté par la Cour de cassation et nous sommes aussi entièrement de cet avis.

Nous avons dit plus haut que la première chose qui manquait à ces distributions, pour qu'on puisse les considérer comme des fruits, c'était la périodicité.

« Attendu, dit un jugement du tribunal civil de Cognac, que le mot fruit indique l'idée de revenu et suppose une perception annuelle ou périodique » (1).

Mais nous pouvons remarquer aussi qu'elles ne rentrent pas du tout dans notre définition des fruits civils.

Les fruits civils, avons-nous dit, ont leur source

1. Trib. civ. de Cognac, 27 juillet 1869, S. 1871. II. 46.

dans un contrat. Seul un contrat peut leur donner naissance puisque, sans cela, leur nom même l'indique, ils n'existeraient pas. Or quels sont les fruits civils créés par un contrat de société ? Ce sont uniquement les dividendes tels qu'ils seront fixés par le conseil d'administration de cette société. Ce sont ces dividendes qui constitueront le loyer de l'apport effectué par l'actionnaire.

Si les sociétés ont des fonds de réserve, c'est précisément dans le but de maintenir le capital primitif à sa même valeur et de faire en sorte que l'usine ou la maison de commerce soient à même de procurer aux actionnaires un dividende sensiblement égal chaque année.

C'est pour cette raison qu'il arrive assez fréquemment que le conseil d'administration d'une société, qui n'a pas fait de bénéfices pendant une année malheureuse, décide qu'il sera néanmoins distribué un dividende, lequel sera pris sur la réserve.

Dans cette hypothèse, le dividende distribué sera bien un fruit civil parce qu'il constituera le loyer de l'apport fait par l'actionnaire, *loyer fixé souverainement par le conseil d'administration conformément aux statuts*.

Il importe donc peu que le dividende annuel, tel qu'il a été déterminé, soit pris sur les bénéfices correspondants ou, à défaut de bénéfices, sur le fonds de réserve.

De même, lorsqu'une société, ayant un fonds de réserve trop important, juge à propos d'en faire la

distribution entre les associés, il importe peu que ces fonds de réserve proviennent de bénéfices accumulés et retenus. Il n'en reste pas moins vrai que ce qui fait l'objet de cette distribution ne doit pas être considéré comme un fruit civil revenant à l'usufruitier, mais comme un capital revenant au nu propriétaire. *Cette distribution constitue en quelque sorte un partage prématuré du fonds social.*

« Attendu qu'il n'est pas possible de considérer comme des fruits les retenues annuelles faites sur les bénéfices d'une société, alors que les sommes ainsi retenues forment un fonds de réserve destiné à subsister autant que la société elle-même et à être réparti entre les associés, en même temps que tout l'actif social, après liquidation de la société.

« Attendu que ce fonds de réserve accroît évidemment au capital social, avec lequel il se confond et dont il emprunte la nature, que dans une telle situation l'usufruitier ne peut évidemment y prétendre aucun droit » (1).

Un arrêt de la Cour de Paris, rendu sur le même sujet, porte : « Considérant, que les bénéfices industriels ou commerciaux ne doivent pas être rangés parmi les fruits proprement dits, c'est-à-dire parmi les revenus périodiques ; qu'ils sont destinés à être capitalisés partiellement et *qu'ils ne deviennent des*

1. Trib. civ. de Cognac, 27 juillet 1869, S. 1871. II. 16 ; V. arrêt de la Cour de Bordeaux dans le même sens et arrêt de Cassation du 5 février 1890, S. 1893. I. 471, D. 1890. I. 300 ; Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n° 593.

fruits qu'alors qu'ils ont été distribués sous forme de dividendes » (1).

Examinons maintenant brièvement l'hypothèse d'une société qui pratique l'amortissement de ses actions ; est-ce que l'usufruitier de ces actions aura droit de garder pour lui tout ou montant du remboursement sous prétexte que la somme remboursée provient de bénéfices accumulés et retenus par la société ?

Car, il faut bien le remarquer, ce qui est versé à l'actionnaire à titre de remboursement de son action, ce n'est pas une partie du capital social, lequel doit rester intangible, mais une somme égale au montant nominal de l'action et provenant de bénéfices mis en réserve.

« Il est donc inexact de dire, dit M. Thaller, dans un très intéressant article paru dans le *Journal des sociétés*, que toute valeur prise dans le courant d'exploitation d'une société anonyme soit partie intégrante du capital de celle-ci, et que, le jour où cette valeur est distribuée parce que la société n'en a plus besoin, ce soit « un capital » qui fait retour aux actionnaires en remboursement de leurs apports. Cette terminologie est empruntée à la langue vulgaire et ne peut que créer des malentendus » (2).

En effet il ne peut être question pour une société de rembourser son capital, car ce capital doit rester

1. Paris, 4 avril 1901.

2. *Journal des sociétés*, année 1906, p. 485.

indisponible pendant toute la durée de la société. Il forme le gage intangible des créanciers et la société s'est engagée à ne pas le diminuer.

Le « capital », dit M. Thaller, est une valeur fixe, un minimum d'actif dont la société ne doit pas se dessaisir sous peine de manquer à la parole donnée aux tiers.

« L'actif au contraire est essentiellement variable, à peine l'exploitation commencée, toute parité cesse entre l'actif et le capital. Ce qui excède le minimum promis aux créanciers et formant leur gage est en dehors du capital et n'a point à en observer la loi. Valeur essentiellement distribuable, le bénéfice en même temps qu'il se détache du capital, se détache aussi des apports ramassés dans ce capital et retenus captifs par lui » (1).

Ce qui est distribué à l'actionnaire à titre d'amortissement, c'est donc du bénéfice, c'est-à-dire une somme de même provenance que les dividendes distribués chaque année.

Cependant si l'action ainsi amortie se trouve grevée d'un droit d'usufruit ou fait partie à titre de propre d'une communauté ou d'une société conjugale d'acquêts, l'usufruitier ou la société d'acquêts, ne pourront, en aucune façon, sous le prétexte que la somme a une provenance bénéficiaire, la considérer comme à eux acquise, à l'égal d'un dividende et par suite ils ne pourront conserver le montant de la

1. Thaller, même article.

somme, mais ils devront la rendre au nu propriétaire ou à l'époux d'où vient le propre (1).

La somme ainsi distribuée à titre d'amortissement d'une action ne saurait être considérée comme étant un fruit civil à l'instar d'un dividende et cela malgré la similitude de provenance des fonds distribués.

Nous ne retrouvons, en effet, dans cette hypothèse pas plus que dans la précédente aucun des caractères que nous avons considérés comme constitutifs des fruits civils. Ces distributions, qu'elles soient faites à titre de répartition de l'excédent des fonds de réserve, ou à titre d'amortissement ne présentent aucun caractère de *périodicité* et de plus elles ne représentent pas le prix de la cession de jouissance de l'apport fait par l'actionnaire à la société.

Observons enfin avec M. Thaller, que la somme ainsi remboursée a, pour celui qui la reçoit, une destination d'épargne et non de consommation (2).

Remarquons d'ailleurs combien il serait difficile d'appliquer la règle d'acquisition jour par jour dans le système qui considérerait ces diverses distributions comme étant des fruits civils :

« Si les ayants droit à la jouissance d'une action pouvaient prétendre à une quote-part du fonds de réserve ou de la somme distribuée à titre d'amortissement comme représentant des fruits civils, il faudrait, non s'attacher à l'existence de l'usufruit au

1. Thaller, *Journal des sociétés*, 1906, même article.

2. Avant-propos à l'étude de M^e Maria, notaire à Marseille, sur les *Actions de jouissance dans les sociétés par actions*, p. 13.

moment de la répartition, mais remonter à l'origine des bénéfices et rechercher ceux dont la production, aurait été contemporaine de l'usufruit ; de telle sorte que l'usufruitier pourrait n'avoir qu'une faible part à prendre dans les valeurs distribuées pendant l'existence de son droit et pourrait transmettre à ses héritiers le droit de participer à des distributions de plusieurs années postérieures à sa mort. Il faudrait fouiller dans les registres de la société, obtenir la communication de tous les comptes de production et d'emploi des bénéfices, suivre le sort des bénéfices non distribués en dividendes à la fin de l'année, afin de retrouver dans une somme lentement amassée et tenue en réserve, le contingent parfois inégal d'économies fourni par chaque exercice » (1).

Si l'on adoptait enfin la solution contraire, le nu propriétaire, à la fin de l'usufruit, recevrait une simple action de jouissance, c'est-à-dire *autre chose que l'objet sur lequel l'usufruit avait été constitué*.

Notre conclusion à ce chapitre sera donc celle-ci : parmi les différentes distributions faites aux actionnaires d'une société pendant tout le temps de son exercice, et ayant une provenance bénéficiaire, *constituent seuls des fruits civils les dividendes annuels tels qu'ils sont fixés souverainement par le conseil d'administration conformément au contrat de société*.

1. Labbé, note sous arrêt de Cassation du 14 mars 1877, précité. Sirey, 1878. I. 9.

CHAPITRE V

LES BÉNÉFICES DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE SONT-ILS DES FRUITS CIVILS ?

Certains auteurs pensent que l'expression fruits civils est très générale et qu'elle doit s'étendre à tous les produits d'une chose autres que les fruits de la terre, par exemple aux bénéfices d'un fonds de commerce ou d'un établissement industriel.

Si une usine ou un fonds de commerce sont donnés à bail, il est certain que les loyers payés par le preneur sont des fruits civils (arg. art 584). Mais si cette usine ou ce fonds de commerce sont exploités par l'usufruitier, est-ce que les bénéfices réalisés sont aussi des fruits civils que l'usufruitier acquerra conformément à la règle de l'article 586 du Code civil, c'est-à-dire en proportion de sa jouissance ?

Tel est du moins l'avis de MM. Baudry-Lacantinerie et Chauveau qui, admettant tout d'abord, sans le démontrer, que les bénéfices du commerce et de l'industrie sont des fruits, les rangent dans la classe des fruits civils par ce raisonnement : « Il est certain que les produits que l'usufruitier retire de l'usine ne

sont pas des fruits naturels. Il est difficile aussi de les considérer comme des fruits industriels, car la loi paraît n'attribuer ce caractère qu'aux fruits naissant de la chose elle-même avec le secours, et l'industrie de l'homme (arg. art. 583 et 585, al. 1) ; or ce n'est pas l'usine qui donne des produits ; c'est l'industrie de l'usufruitier appliquée à cette usine ; donc ce sont des fruits civils » (1).

Remarquons tout d'abord que cette catégorie de revenus ne paraît pas être entrée dans les prévisions du Code dont les textes visent seulement les produits de la terre, ceux du travail appliqué à la terre et les revenus que fournissent le louage des choses et le placement des capitaux. Mais les produits industriels, dans le sens moderne du mot, c'est-à-dire ceux qui proviennent du travail, de l'industrie de l'homme et de l'emploi des capitaux ne cadrent pas avec les définitions légales. La difficulté pratique est donc de discerner la règle applicable à l'acquisition de ces produits par l'usufruitier (2).

Or plusieurs auteurs sont d'avis que l'on doit appliquer la règle de la perception jour par jour à tous les fruits demeurés en dehors des prévisions formelles du Code et n'appartenant ni à la catégorie des fruits naturels ni à celle des fruits civils proprement dits.

« Ainsi, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Chau-

1. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des biens*, n° 492 ; V. aussi Laurent, t. VI, n° 400.

2. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des biens*, n° 493.

veau, les bénéfices d'un établissement industriel exploité pendant toute l'année doivent être attribués à l'usufruitier en proportion de la durée de son usufruit » (1).

Nous avons déjà noté que les bénéfices du commerce ou de l'industrie faisaient partie de cette catégorie particulière de revenus appelés par les auteurs « fruits civils irréguliers » et à ce sujet nous avons dit qu'il n'y avait pas, selon nous, deux catégories de fruits civils, les uns réguliers et les autres irréguliers, mais une seule, à laquelle s'appliquait dans tous les cas la règle d'acquisition jour par jour (2).

L'irrégularité présentée par certains revenus n'est pas un obstacle qui doive empêcher de les considérer comme des fruits civils ordinaires. Les fruits naturels eux-mêmes sont loin de se renouveler d'une année à l'autre avec une constance régulière.

Par conséquent si les bénéfices du commerce ou de l'industrie sont d'un rendement particulièrement capricieux, ce n'est pas là une raison suffisante pour ne pas voir en eux de véritables fruits civils que l'usufruitier acquerra jour par jour en proportion de sa jouissance.

Mais en sont-ils bien ?

Cette question a été traitée par un très éminent professeur de la Faculté de droit de Paris, M. Thaller, dans un article paru dans les *Annales de Droit*

1. *Op. cit.*, n° 517.

2. V. plus haut, 1^{re} partie, chap. III.

commercial et nous ne saurions mieux faire que de résumer ici les parties essentielles de son travail (1).

En quoi consistent en définitive les bénéfices commerciaux et industriels ? Dans l'excédent obtenu par les prix de revente sur les prix de revient.

« Si l'on prend comme type d'acte de commerce, dit M. Thaller, l'achat pour revendre, et pour modèle de commerçant le négociant qui se livre au trafic des marchandises, ce qui fait que ce négociant est en gain à la fin de l'année au lieu d'être en perte, c'est que, tous frais généraux couverts, il a revendu les produits sur lesquels s'exerce son activité plus chers qu'ils ne lui ont coûté » (1).

Le bénéfice net ainsi réalisé par le commerçant résulte en réalité de deux éléments distincts : l'un destiné à rémunérer le capital engagé, l'autre à rétribuer le travail déployé.

Nous empruntons à M. Thaller les exemples suivants qui font saisir très clairement la part de chacun de ces deux éléments dans la production du bénéfice.

« 1° Une personne qui veut faire le commerce emprunte à un capitaliste la mise de fonds nécessaires ou bien prend à bail un immeuble. Le capital et le travail émaneront de deux individus différents. Il sera très facile de décomposer dans le rendement du fonds de commerce deux éléments de rétribution ;

1. *Annales de Droit commercial*, t. X, p. 194.

Aubert

l'intérêt dû au prêteur (ou le loyer du magasin, etc.) est la prime réclamée par le capital. Le bénéfice net est la gratification du travail, de l'entreprise. En cet état, supposons-le, le capitaliste grève son avoir d'un usufruit au profit d'un nouveau venu. L'usufruit frappera la créance de prêt contre le commerçant, comme il frapperait l'immeuble donné en bail à un commerçant, si l'on imaginait le capital fourni en nature, au lieu de l'être en argent. L'usufruitier touchera les intérêts annuels, les loyers ; ce sont des fruits civils, la loi le dit (art. 584 C. civ.) rien de plus clair. Quant au bénéfice net réalisé par le commerçant, produit de son industrie, il est évident que nulle affectation d'usufruit ne le distrair dans cet exemple de son objet qui est d'être la prime du travail pour le négociant lui-même. Et que ce négociant se substitue un usufruitier dans l'exercice de sa seule activité, qui n'est pas une valeur, cela est contraire à tout bon sens, cela est impossible ».

« Mais le capital et le travail pourront aussi se trouver réunis ».

« On entrevoit ce que deviennent les bénéfices là où la situation se présente ainsi : il faut en faire deux parts distinctes. Ils ne rémunèrent pas un seul agent de production, le travail ou l'industrie. Ils servent d'abord à bonifier l'intérêt du capital engagé, quoique ce capital puisse appartenir à l'exploitant personnellement. Le surplus forme le profit qui récompense son activité ».

« On saisit par là si le bénéfice est fruit et dans

quelle mesure. Il l'est à concurrence de la somme jugée nécessaire pour rétribuer le capital, car il répond alors à un apport d'argent ou de biens. Il ne l'est pas, en tant qu'il rétribue le travail déployé; car il répond à un apport d'industrie, et l'industrie n'est point une valeur indépendante de la personne de l'exploitant, une valeur en principal, par rapport à laquelle le profit jouerait un rôle subordonné » (1).

Nous nous excusons de faire une citation aussi longue, mais les idées exposées par M. Thaller sont si claires et si justes que nous ne pouvions résister au désir de les rapporter ici.

Nous adoptons donc complètement ses conclusions et la distinction faite par lui entre ce qui est fruit et ce qui est rétribution du travail dans tout bénéfice commercial ou industriel.

Mais il reste une question très importante à résoudre : c'est celle de savoir quelle est la nature des fruits qui se trouvent ainsi compris dans les bénéfices du commerce ou de l'industrie. Sont-ce véritablement des fruits civils? Si l'on répond affirmativement, il faudra, lorsqu'un établissement outillé passera par la mort de son propriétaire, par le fait du mariage ou autrement, aux mains d'un usufruitier, attribuer à cet usufruitier une portion des bénéfices annuels proportionnelle à la durée de l'usufruit pendant la première année et il faudra faire de même pour la dernière année de l'usufruit.

1. Thaller, *Annales de Droit commercial*, X, p. 194.

MM. Baudry-Lacantinerie et Chauveau pensent que l'on doit procéder ainsi ; nous avons dit, en effet, que ces auteurs considéraient les bénéfices du commerce et de l'industrie comme étant des fruits civils pour le tout ; il s'ensuit naturellement qu'ils appliquent à ces bénéfices la règle d'acquisition jour par jour de l'article 586 du Code civil.

« Il n'y a de bénéfices réels, certains, disent-ils, que ceux nettement accusés dans l'inventaire, à la fin de la campagne annuelle ; jusque-là, en effet, le résultat de l'exploitation reste douteux, l'industriel se contente de prélever sur la caisse les sommes dont il a besoin, les bénéfices ne sont encore qu'en voie de formation..., ils ne se détachent, ne sont recueillis qu'en fin d'année. L'application littérale de l'article 585 conduirait donc à ne rien laisser à l'usufruitier, si son droit cessait avant la clôture de l'inventaire annuel. Mais il suffit d'énoncer une pareille solution pour en comprendre toute l'erreur ; il vaut mieux, par suite, à tous égards, appliquer la règle de l'article 586 supérieure en logique et en équité à celle de l'article 585 » (1).

Et plus loin ils concluent : « si l'usufruit cesse pendant l'année commerciale, on attendra l'issue de l'inventaire pour opérer le partage des bénéfices entre le nu propriétaire et l'usufruitier dans la proportion fixée par l'article 586 » (2).

1. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des biens*, n° 517.

2. Id., n° 583.

Malgré tout le respect que nous devons à ces auteurs, nous ne saurions approuver leurs idées sur ce sujet.

Toute leur théorie semble liée à une prétendue impossibilité de faire l'inventaire avant la fin de l'année commerciale et par suite de ne pouvoir connaître le résultat de l'exploitation avant cette époque.

Mais est-ce que, lors de la cessation de l'usufruit, qu'elle arrive par la mort de l'usufruitier ou autrement, il n'y aura pas lieu de dresser un inventaire immédiat de tout ce qui compose l'usine ou la maison de commerce, et comprenant l'outillage, les marchandises, les produits fabriqués, les matières premières, les créances et les dettes.

On connaîtra par là exactement la situation au moment où l'usufruit aura pris fin et l'on pourra régler immédiatement les comptes entre l'usufruitier et le nu propriétaire.

Nous ne croyons pas, comme MM. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, que les bénéfices du commerce et de l'industrie soient des fruits civils, et que par suite la règle d'acquisition jour par jour leur soit applicable lorsqu'ils sont l'objet d'un usufruit.

Et cela pour cette raison bien simple, qu'on ne devrait jamais perdre de vue, c'est qu'il ne saurait y avoir de fruits civils *sans un contrat* qui leur donne naissance : *Fructus civiles ex obligatione percipiuntur*.

Les bénéfices du commerce ou de l'industrie sont, nous l'avons dit plus haut, le résultat du travail et de

l'activité du commerçant ou de l'industriel pour une part, et pour l'autre part le résultat de l'emploi d'un capital qui, dans l'espèce, consistera en bâtiments industriels, machines, matières premières, brevets d'invention, marques de fabrique, argent comptant, etc.

Or, ce capital reste la propriété du commerçant ou de l'industriel qui l'emploie comme bon lui semble suivant les besoins de l'exploitation. Il n'y a donc pas là de contrat de cession de jouissance d'une chose moyennant une prestation périodique ; par suite, il n'y a pas là de fruits civils.

Si, dans ces conditions, l'usine ou la maison de commerce est grevée d'un usufruit, et que l'usufruitier en dirige lui-même l'exploitation, cet usufruitier aura droit de conserver pour lui tous les bénéfices réalisés pendant la durée de son usufruit sans qu'il y ait lieu, comme le veulent MM. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, d'attendre la clôture de l'inventaire annuel pour attribuer à l'usufruitier une part des bénéfices annuels proportionnelle à la durée de l'usufruit pendant la dernière année.

Ces bénéfices constituent en effet la prime qui rétribue le travail, l'activité de l'usufruitier appliqués à un capital ; l'usufruitier a donc droit à tous les bénéfices résultant des opérations accomplies au cours de l'usufruit.

En somme, l'usufruitier d'une usine ou d'une maison de commerce en acquiert les bénéfices de la même façon que l'usufruitier d'une ferme exploitée

par cet usufruitier en acquiert les récoltes et tous les autres produits.

Cela dit, voici comment on procédera dans la pratique et, à ce sujet, nous ne pouvons mieux faire, ici encore, que de rapporter textuellement un passage de l'article de M. Thaller auquel nous avons déjà fait de si longs emprunts.

« Au moment de l'ouverture de l'usufruit, les valeurs constituant le capital du fonds de commerce ou d'industrie seront inventoriées (art. 600, C. civ.). L'usufruitier les prendra en charge à condition de les rendre à l'expiration de l'usufruit.

« S'il dépend de l'établissement, des marchandises, des approvisionnements, des choses sujettes à consommation, l'inventaire vaudra vente pour ces objets. C'est le cas d'appliquer le principe que l'usufruitier des choses fongibles a le droit de les consommer, pourvu qu'il en rende l'estimation à la fin de l'usufruit. A ce moment il en paiera la valeur telle qu'elle a été fixée lors de l'entrée en jouissance (art. 587 du Code civil).

« Si le fonds de commerce bénéficie d'une hausse et représente une valeur plus grande à la fin de l'usufruit qu'au commencement, quoique cette plus-value résulte de l'activité ou de l'habileté de l'usufruitier, nous ne croyons pas qu'il en profite. Elle fait corps avec le fonds et s'adjoint à lui, comme l'alluvion vient accroître l'immeuble et profiter à la propriété. Les seuls bénéfices auxquels l'usufruitier puisse prétendre sont ceux qui résultent d'opérations faites, de

marchés conclus pendant le temps que durait sa jouissance.

« Si l'usufruit cesse, en cours d'exercice (par la mort de l'usufruitier par exemple), les produits des affaires conclues à cette date seront seuls à revenir à l'usufruitier, les résultats du complément de l'exercice regarderont le propriétaire. Il y aura donc lieu d'établir un inventaire immédiat » (1).

Les principes que nous venons d'exposer reçoivent notamment leur application dans l'espèce suivante :

Lors de la dissolution d'une communauté de biens entre époux, arrivée par décès, divorce, séparation de corps ou de biens, il existe, parmi les biens dépendant de cette communauté, un établissement commercial ou industriel que le mari ou le survivant des époux gère provisoirement pendant un laps de temps assez long jusqu'à ce qu'un partage ou autre acte fasse cesser l'indivision.

Dans ces conditions, quel sera le sort des bénéfices produits par l'exploitation du fonds de commerce ou de l'établissement industriel pendant le temps écoulé depuis la date de la dissolution de la communauté jusqu'à celle du partage ? Accroîtront-ils à la masse commune ou, au contraire, reviendront-ils à l'époux investi des fonctions de gérant ?

Les bénéfices du commerce étant, nous l'avons dit, le résultat de deux éléments combinés, travail d'une part et capital d'autre part, il faudra, dans notre

1. Thaller, *Annales de Droit commercial*, X, p. 194.

espèce, procéder d'une façon différente suivant que les bénéfices seront dus principalement soit au travail du gérant, soit au capital constitué par l'usine en activité.

Si les bénéfices proviennent plutôt du travail personnel de l'époux gérant que du fonds de commerce ou de l'établissement industriel il faudra les attribuer à cet époux en totalité.

Mais comme cet époux fait usage d'un fonds ou d'un établissement dépendant de la communauté, dans lequel sont engagés des capitaux communs, et dont il n'est que copropriétaire indivis, il ne pourra s'en approprier les revenus sans tenir compte d'une indemnité corrélative de sa jouissance.

Si, au contraire, les bénéfices sont dus plutôt au fonds ou à l'établissement qu'au travail personnel de l'époux gérant qui ne fait que contribuer à mettre en œuvre un instrument qu'il a trouvé tout organisé, ces bénéfices devront être compris en totalité dans la masse commune sauf à tenir compte d'une indemnité à l'époux gérant pour les soins qu'il aura donnés ou le temps qu'il aura consacré à l'administration de l'usine ou de la maison de commerce (1).

Les bénéfices sont donc attribués à la masse commune ou à l'époux qui a géré depuis la dissolution

1. V. à ce sujet un article de M. Bosvieux dans le *Journal des notaires* du 31 mai 1907.

de la communauté selon la distinction que nous venons de faire (1).

Les tribunaux ont été appelés plusieurs fois à trancher la question. Dans un arrêt du 24 novembre 1869 la Cour de cassation décidait que « la masse active de la communauté ne comprend les bénéfices réalisés par l'un des époux, depuis la dissolution jusqu'au partage, que tout autant qu'ils proviennent d'opérations qui sont une suite nécessaire d'une entreprise commencée pendant l'existence de la communauté », et un arrêt de la chambre civile du 28 avril 1884 porte « Lorsqu'un fonds de commerce dépend de la communauté, les produits et bénéfices réalisés depuis la dissolution font partie de son actif, à moins que l'époux qui en a continué l'exploitation ne se soit livré, pour son compte personnel, à des opérations toutes nouvelles, ne rentrant pas nécessairement dans le fonctionnement habituel de la maison de commerce, mais exigeant des connaissances spéciales et un travail qui lui soit propre ».

En définitive, lorsqu'un fonds de commerce ou un établissement industriel sont l'objet d'un usufruit et que l'usufruitier dirige lui-même l'exploitation, les bénéfices réalisés doivent plutôt être considérés comme la rémunération d'un travail et par conséquent cet usufruitier les acquiert de la même façon qu'un ouvrier gagne son salaire. Il a le droit de

1. Note de M. Boutaud sous Cass. civ., 23 mai 1905, D. 1906, I. 369.

garder pour lui tous les bénéfices résultant d'opérations faites, de marchés conclus pendant le temps qu'a duré sa jouissance. Il faudra donc nécessairement, pour être à même de déterminer les droits de cet usufruitier, que deux inventaires soient dressés : l'un au commencement de l'usufruit et l'autre lorsque cet usufruit aura pris fin.

CONCLUSION

Nous rapportons ici brièvement, en guise de conclusion, les différentes idées que nous avons soutenues dans le cours de ce travail et les solutions que nous avons adoptées sur les points controversés touchant à notre sujet :

La définition des fruits civils qui nous semble la meilleure est celle-ci : les fruits civils sont les sommes ou prestations dues par un tiers à des intervalles *périodiques* en vertu d'un *contrat* ayant pour cause la cession de jouissance d'une chose.

Ainsi le loyer d'une maison ou le prix d'un bail à ferme est la somme ou prestation annuelle due par le locataire ou le fermier au propriétaire de la maison ou de la ferme en vertu d'un contrat de bail.

De même les intérêts d'un prêt d'argent ou les arrérages d'une rente sont les sommes d'argent dues chaque année par l'emprunteur ou par le débiteur de la rente en vertu du contrat de prêt ou du contrat de constitution de rente.

De même enfin les dividendes versés aux actionnaires d'une société sont les sommes annuelles dues par la société en vertu du contrat de société.

Les caractères essentiels des fruits civils sont donc ceux-ci ; ils dérivent tous d'un *contrat qui leur donne naissance, qui fixe leur importance, leur quotité, leurs époques de paiement et leur durée*. Un contrat, telle est par suite la condition primordiale de tout fruit civil, celle sans laquelle ils ne sauraient exister : « *Fructus civiles ex obligatione percipiuntur* » disaient fort justement nos anciens auteurs.

Un autre caractère non moins essentiel des fruits civils comme d'ailleurs de tout fruit en général, c'est la *périodicité* ; il faut que les sommes ou prestations dues en vertu du contrat soient stipulées payables à des intervalles périodiques assez rapprochés, par exemple tous les six mois ou tous les ans. C'est justement ce caractère de périodicité qui a fait assimiler les sommes ou prestations payées dans ces conditions aux fruits naturels qui se renouvellent périodiquement.

Et c'est précisément parce que nous considérons ces caractères comme absolument essentiels, que nous nous sommes refusé à voir des fruits civils, soit dans diverses distributions faites à titre tout à fait extraordinaire entre les actionnaires d'une société commerciale ou industrielle, soit dans les bénéfices du commerce ou de l'industrie, soit enfin dans la prime ou le lot attachés au remboursement d'une obligation émise par une ville ou par toute autre compagnie ou société.

Enfin ce qui caractérise encore les fruits civils c'est que le contrat, en vertu duquel ils existent, a généra-

lement pour objet la cession de jouissance d'une chose (maison, ferme, etc.) ou d'une somme d'argent (argent prêté, apport de l'actionnaire à une société, etc.); *cession de jouissance dont les fruits civils sont la rémunération journalière et proportionnelle puisque la personne qui a droit à ces fruits civils les acquiert jour par jour* (C. civ., art. 586).

Vu :

Le Président de la thèse,

ANDRÉ WEISS.

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
Historique des fruits civils	2
Leur importance	4
Intérêt juridique	5

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — DES FRUITS CIVILS EN GÉNÉRAL.	9
Caractères essentiels de tout fruit en général	9
Classification des fruits en naturels, industriels et civils.	14
Intérêt de cette classification.	14
Définition des fruits civils	15
Leurs caractères essentiels	17
Distinction d'avec les profits résultant du travail	21
CHAPITRE II. — DU MODE D'ACQUISITION PROPRE AUX FRUITS	
CIVILS.	25
De la règle d'acquisition jour par jour	26
Exception pour le possesseur de bonne foi.	28
CHAPITRE III. — DES FRUITS CIVILS DITS IRRÉGULIERS .	31
Qu'entend-on par là ?	31
Énumération	32
Sont-ils bien tous des fruits civils ?	33
Dividendes des actions	33
Revenus d'un bâtiment loué pendant une partie de	
l'année	34
Rétributions diverses.	36

DEUXIÈME PARTIE

Des différents fruits civils

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — LOYERS ET FERMAGES.	43
Prix des baux à ferme	45
Transformation des fruits naturels en fruits civils.	50
Quand les baux sont-ils réputés avoir commencé ?	51
Terres cultivées par assolement	52
Application de l'article 1777 du Code civil	53
Loyers d'avance	56
Leur acquisition par le légataire universel	58
Leur acquisition par la communauté	59
Du bail à colonage	61
Fermages payables en denrées	62
CHAPITRE II. — INTÉRÊTS DES SOMMES EXIGIBLES	63
Leur importance.	64
La prime de remboursement d'une valeur à lot est-elle un fruit civil ?	65
CHAPITRE III. — ARRÉRAGES DES RENTES	69
Controverse de l'ancien droit	70
De la bonification payée lors d'une conversion de rente d'Etat.	72
CHAPITRE IV. — DIVIDENDES DES ACTIONS	74
Ce sont des fruits civils	75
Leur acquisition par l'usufruitier	76
Comment on procède dans la pratique	78
Les distributions faites par les sociétés en dehors des distri- butions de dividendes sont-elles des fruit civils ?	80
Distribution de la réserve extraordinaire	83
De l'amortissement des actions	90
CHAPITRE V. — LES BÉNÉFICES DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE SONT-ILS DES FRUITS CIVILS ?	94
CONCLUSION.	108

